

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML

GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

MENSUEL

Juin-Juillet 1979

No 36

4 Francs

**s'engager à fond dans la
résistance du mouvement
des foyers aux attaques de
l'Etat et du PCF. faire une
guerre prolongée contre
les lois Bonnet-Stoléro
anti-ouvrières et anti-peuple
soutenir le débat de la
difficile révolte contre les
licenciements. édifier l'Union
maoïste dans les batailles.**

Sommaire

LE FRONT DE CLASSE DES IMMIGRÉS :

Foyers, Lois Bonnet, Strasbourg, Lyon,
Makidi, Nanterre.

L'EUROPE DE L'INTERNATIONALISME
CONTRE L'EUROPE DES IMPÉRIALISMES
ET DE LA GUERRE.

CRISE ET CLASSE OUVRIÈRE :

Longwy.

INTERNATIONALISME :

Les paysans du Portugal.

NOTES :

Chine/Vietnam, Kampuchéa, Italie, Côte d'Ivoire.

EDITORIAL

La résistance s'organise. Résistance de classe au «libéralisme avancé», c'est-à-dire à la politique impérialiste la plus anti-peuple depuis longtemps.

Giscard, c'est l'organisation méthodique, froide, répugnante, de la contre-révolution. C'est la loi de l'intérêt impérialiste nu.

Giscard utilise tous les aspects de l'État impérialiste :

- Son appareil : police, justice, travaillent sans relâche, par grands coups d'intimidation brutaux. Les années de prison totalement arbitraires pleuvent contre les raflés du 23 Mars. Les commissariats arrêtent (à Nanterre) les enfants arabes de 10 ans. Le dispositif des lois anti-immigrés se renforce. La moindre grève voit les flics à pied d'œuvre.
- Le parlement : à travers la ridicule élection européenne, Giscard se donne une assise de parti (l'UDF) ; il liquide les gaullistes ; il poursuit tenacement l'idée d'un parlement bi-polaire (conservateurs et sociaux-démocrates), à très fort consensus, sur le modèle allemand.
- La société civile : pénétration organisée des idées racistes et fascistes (assassinats, légitime défense, incendies criminels ...)

Tout cela pour que le terrain soit déblayé, en vue d'une restructuration au couteau du profit capitaliste : que les incapables du profit crèvent, que

les paysans un peu pauvres soient ruinés, que les ouvriers soient licenciés et expulsables, que les intellectuels soient serviles.

Réduite au seul argument chauvin, à l'exaltation du tricolore, la nouvelle bourgeoisie PCF maintient ses forces. Mais elle n'arrive pas à déployer une offensive propre. La débusquer n'est pas toujours facile : il y faut une compréhension nouvelle du rôle D'OPPOSITION intra-étatique, intra-impérialiste du PCF.

La résistance existe aujourd'hui principalement sur le front de classe des immigrés. Nous en donnons un vaste compte rendu.

Ailleurs, elle est encore une révolte obscure. Nous en parlons (Longwy).

L'espace mondial de la crise et des heurts politiques, nous le désignons à travers les grandes questions réelles de l'Europe. Celle dont nul n'a dit mot lors de la sinistre pitrerie électorale.

Cette résistance a pour clef de voûte l'avancée du parti de type nouveau au feu des batailles politiques. Il y faut une force d'engagement démocratique révolutionnaire sans défaut : les situations de masse sont à la mesure de notre engagement maoïste, ni plus ni moins.

Il y faut aussi une force idéologique nouvelle : toute résistance politique exige une morale populaire, une conscience historique de la nécessité de dire : non ! C'est dans le débat de masse que nous en trouvons les termes. Ajuster exactement les mobilisations de masse sur des cibles précises et une propagande démocratique de type nouveau, une propagande maoïste vaste et ramifiée : c'est ce que nous dicte la conjoncture.

LE FRONT DE CLASSE DES IMMIGRES

L'attaque des bourgeoisies contre le mouvement des foyers et contre le Comité de Coordination

Le gouvernement vient de lancer une attaque de grande envergure pour liquider le Comité de Coordination et tout le mouvement des foyers. Le coup d'envoi de cette nouvelle attaque a été donné à Strasbourg, où 150 résidents de 3 foyers différents ont été jetés à la rue un matin à l'aube, leurs affaires jetées dans des sacs en plastique, avec un dé-

ploiement de CRS, une mise en scène policière destinée à frapper les esprits.

Cette attaque comprend :

1. Les saisies-arrêt sur salaires, qui touchent énormément de résidents. Les saisies, cela veut dire quelquefois 20 0/0 de la paye en moins chaque mois, et cela, depuis déjà plusieurs mois.



Le Comité de Coordination, assuré de l'appui des maoïstes, a toujours su rassembler les masses et tenir bon contre les bourgeoisies.

2. L'annonce de la fermeture pure et simple d'un certain nombre de foyers - c'est le cas dans la région parisienne à ce jour pour Chilly Mazarin, Nanterre Maison, Garges les Gonesse, un foyer d'Argenteuil. Ailleurs, l'annonce de la prochaine expulsion de délégués, de résidents. Dans certains foyers, les délégués et résidents expulsables ont été à plusieurs reprises convoqués par les flics, qui leur annoncent à chaque fois qu'ils seront bientôt vidés.

Les CRS ont déjà mis leur menace à exécution au foyer de Sartrouville, mais les résidents expulsés ont réussi à revenir au foyer le soir même.

Enfin, un certain nombre de procès, concernant tant les fermetures ou expulsions de délégués que les saisies-arrêt ont encore eu lieu récemment.

En «contrepartie», il y aura une aide personnalisée au logement ; en fait les tarifs prévus sont tels qu'avec cette aide, celui qui gagne actuellement moins de 2000 F par mois — moins que le SMIG — payera le loyer actuel - contre lequel les résidents sont en grève. Les autres devront payer 400 F et plus, toujours pour les mêmes 6 m2. On peut ainsi apprécier sur un exemple les fruits de la collaboration entre gouvernement et syndicats, si chère au PCF et si essentielle au feu Programme Commun : c'est maintenir et développer le même ordre étatique - gérants racistes et loyers de brigandage, avec en plus :

1. La division des résidents, avec le système de l'Aide Personnalisée au logement.
2. La suppression du droit de grève, avec l'obligation de signer en entrant qu'on accepte le loyer fixé.

L'ennemi veut en finir

Nul doute que Stoléru a le projet d'en finir. Il veut à toutes forces briser le Comité de Coordination, liquider la grève et instaurer l'ordre nouveau prévu par la Commission Delmon (où siègent à côté des représentants du gouvernement et de la Sonacotra, ces messieurs du syndicat). Le projet de loi prévu par cette commission doit être voté au cours de cette session parlementaire. Il prévoit que le prix des augmentations de loyer serait fixé par la loi et que tout résident avant d'entrer dans un foyer, devra non seulement signer le règlement intérieur qui maintient le système des gérants racistes, mais aussi signer qu'il accepte de payer le loyer fixé.

Une situation dangereuse

Certes, ce n'est pas la première attaque de Stoléru destinée à briser le Comité de Coordination des foyers en grève. Il espérait déjà le faire en 1976, en expulsant hors de France 18 délégués des foyers en grève.

On sait qu'après un moment un peu difficile, la grève et le Comité de Coordination s'en sont trouvés renforcés, ayant à cette occasion organisé la première grande manifestation ouvrière et populaire en dehors des partis de «gauche» et des syndicats, ce qui leur a permis de tenir ensuite des dizaines et des dizaines de manifestations locales et d'obtenir finalement le retour de 16 des 18 camarades expulsés.

Mais l'attaque actuelle est plus dure et plus dangereuse, et chacun doit la prendre au sérieux. D'une part, parce qu'elle est une attaque multiple, menaçant de divers côtés à la fois (menace sur la paye, menace sur le logement), et touchant, non pas d'abord la tête organisée du mouvement, mais la grande masse des résidents des foyers, dans toute la France. D'autre part, la conjoncture a changé, l'attaque actuelle est un élément du gigantesque dispositif de répression et d'insécurité mis en place par Barre, Bonnet et Stoléru contre les immigrés — avec les lois etc...

Quand nous disons : chacun doit la prendre au sérieux, de qui parlons-nous ? De tous ceux, français et immigrés, qui espèrent ou souhaitent sincèrement une force populaire en France capable d'agir et de s'organiser en dehors des partis existants et des syndicats. Le mouvement des foyers, qui dure depuis quatre ans et demi, est la lutte la plus importante en France des dix dernières années, la seule qui ait réussi à tenir sur ses mots d'ordre propres et à ne pas se faire liquider et récupérer à échéance de deux à six mois. Et cela, parce que c'est le seul mouvement qui se soit doté de son organe de direction propre, le Comité de Coordination.

Par conséquent, si le Comité de Coordination est battu, c'est une grave défaite pour l'idée même d'un camp populaire en France, d'une force populaire quelle qu'elle soit et pour le projet, né en 1968, d'édifier un Parti de type nouveau. Le mouvement des foyers témoigne à nos yeux, dans la pratique de la lutte des classes, d'une réalité fondamentale des sociétés impérialistes : le caractère international du prolétariat.

Se lier victorieusement à ce mouvement (comme nous, maoïstes, l'avons fait depuis le début au point qu'il juste de dire que sans nous, il ne serait absolument pas ce qu'il est), c'est faire avancer l'offensivité du prolétariat international de France. C'est mener à la bataille sa capacité politique. C'est travailler à remettre la construction du Parti dans les mains de l'avant-garde ouvrière.

Si le mouvement est victorieux de l'attaque, c'est une grande victoire en ce sens et aussi une victoire déterminante dans la bataille contre les lois racistes et la ségrégation. Il faut répandre et expliquer cette idée simple. Car nos ennemis, eux, le savent et agissent en conséquence. Côté gouvernement, on l'a vu ; il faut aussi noter l'attitude remarquable de la presse et de la télé : « Libération » rend compte du mouvement des foyers depuis sa dernière grande manifestation de juillet dernier, quant aux autres, ils ignorent radicalement depuis plus de 4 ans les communiqués et les actions du Comité de Coordination, même quand il s'agit de manifestations de plus de 10 000 personnes.

L'action liquidatrice du PCF

Le PCF essaie activement depuis le début de saper le Comité de Coordination et de détruire le mouvement. Il est bien évidemment partie prenante de l'offensive actuelle contre lui. De quelle façon ? Il court partout proposer ses services et afficher ses bons sentiments anti-racistes (concurrencé récemment en cela par le PS, avec la visite de Mitterrand à Chilly Mazarin).

En pratique, il propose à chaque foyer de se séparer du Comité de Coordination et de mener des négociations séparées et encourage les manœuvres en ce sens de ses partisans dans les foyers (Amicale Algérienne, UGTS et autres). Ces gens-là espèrent-ils arriver effectivement à des accords séparés ? Pas du tout. Dans tous les cas où cela s'est produit, la Sonacotra, bien loin de faire des concessions, s'est au contraire montré des plus arrogante, exigeant des choses impossibles, telles que le versement de tous les arriérés etc... Cependant de telles manœuvres continuent : ce qui nous montre que le but de l'opération n'est pas même d'arriver à un accord, mais strictement de séparer un foyer, puis un autre, du Comité de Coordination.

D'autre part, nous l'avons vu en intervenant contre les saisies-arrêt, la CGT mène activement campagne parmi les ouvriers contre le Comité de Coordination, mettant en avant principalement deux calomnies de son cru :

1. Elle dit que les résidents des foyers ne veulent payer aucun loyer et qu'il ne s'agit donc pas d'une grève véritable, mais à la limite, d'une action de « frondeurs ».
2. Elle dit que la Sonacotra a maintes fois proposé au Comité de Coordination de négocier, et que celui-ci aurait refusé.

Ces déclarations, les mêmes dans des usines différentes dans la région parisienne et en province, nous montrent par l'exemple négatif que ce qui est décisif, ce n'est pas de se déclarer ou non anti-raciste, mais c'est : soutenir ou non le Comité de Coordination des foyers en grève.

Nous, maoïstes, nous nous sommes fixés, et nous proposons trois directives :

Notre ligne et nos propositions

1. Répondre à tous les appels du Comité de Coordination et des comités de résidents locaux, liés au Comité de Coordination, que ce soit pour des manifestations, des journées portes ouvertes, des interventions devant les tribunaux, et aussi, c'est très important, pour participer aux tours de garde devant les foyers menacés d'expulsion par les flics, comme à Garges les Gonesse ou à Nanterre. Cette proposition peut être faite largement à tous les progressistes.

2. Prendre en mains la lutte contre les saisies-arrêt sur salaires, dans les usines : populariser l'existence de ces saisies, mettre en discussion dans l'usine et organiser protestations et riposte : pétitions ou délégations etc...

3. Prendre en mains la popularisation de cette lutte, sans forcément attendre les initiatives des comités de résidents : aller dans les quartiers, dans les facs et les lycées, proposer de montrer le montage-diapos du Comité de Coordination, organiser des réunions d'information.

Il faut expliquer au plus de gens possible ce qui se joue dans cette affaire, de façon à rassembler effectivement toutes les forces possibles, à faire le plein de ce qui est aujourd'hui le camp du peuple. Il faut l'expliquer aussi aux camarades immigrés des foyers, car beaucoup se demandent : pourquoi un tel acharnement contre eux, alors que leurs revendications sont si légitimes ?

D'ores et déjà, nos interventions nous ont montré que :

1. Une partie des gens du peuple, ouvriers et peut-être surtout ouvrières, ignoraient jusqu'à présent ce qui se passe dans les foyers, ou ignoraient les saisies-arrêt dans leur usine, et sont indignés quand ils l'apprennent et prêts au moins à marquer leur solidarité. Ainsi les femmes d'une cité disant que dans les temps actuels, il faut absolument de l'entraide contre les exactions de l'État ; ainsi dans une usine ceux qui entreprennent d'écrire et de faire signer une pétition contre les saisies-arrêt sur salaire.

2. Une autre partie des gens du peuple est au courant de cette lutte, et en est encore à se chercher des prétextes, à utiliser en y croyant ou pas, les arguments des révisionnistes — « est-ce que vraiment ils n'auraient pas pu rester dans le cadre légal ? », « il doit y avoir anguille sous roche etc... », — pour ne pas soutenir la grève et le Comité de Coordination. C'est qu'ils ont conscience qu'il s'agit là d'une rupture qui engage le bilan de leur propre histoire, et le bilan des dernières élections, d'avec le cadre parlementaire.

L'appel à la manifestation du 16 Juin contre les lois Bonnet et Stoléru doit être l'occasion, pour les premiers de faire un pas de plus dans leur engagement, pour les seconds de comprendre que le temps presse.

**VIVE LA LUTTE DES FOYERS !
VIVE LE COMITÉ DE COORDINATION !
SOUTIEN TOTAL JUSQU'À LA VICTOIRE !**

La bataille de Strasbourg

La Sonacotra et Stolérü ont déclaré ouvertement la guerre contre les foyers cet été. Bien sûr, il ne peut être question pour eux d'attaquer l'ensemble des foyers en même temps: les résidents et le Comité de Coordination tiennent leurs rangs serrés autour de la plateforme et les provocations en tous genres ne les ébranlent guère.

Il faut donc frapper ça et là, il leur faut enrayer leur stratégie. C'est ainsi que depuis septembre 78, les procès s'accumulent à Strasbourg et grâce au juge raciste, au cardinal du Palais, la Sonacotra gagne sur toute la ligne.

La grève commence à être connue sur toute la ville. Pour beaucoup et notamment dans la jeunesse, «Sonacotra» leur rappelle la manifestation de décembre 77 où les flics se montrèrent, ce jour-là, d'une violence inouïe.

Sur l'ensemble des 5 foyers, la Sonacotra peut monnayer en mars 79, 320 expulsions. De plus, une procédure de fermeture du foyer du Polygone est engagée.

Dans ces foyers, un grand nombre de chômeurs, malades, intérimaires et des «sans papiers».

Un comité de résidents sur l'ensemble de la ville peine à se stabiliser mais l'organisation interne des résidents se montre solide sur deux foyers: Meinau et Polygone.

Le Comité de Soutien au sein duquel les maoïstes sont actifs est confronté à ses propres limites. Ces limites sont liées aux conceptions stériles du PCI et de l'OCFML. Par ouvriérisme étroit, ces 2 organisations rejettent le concept de «peuple». Dans les faits, ceci interdit toute action large pour faire une force de soutien démocratique révolutionnaire. Aussi le comité ne deviendra pas un comité de soutien de masse. Les jeunes lycéens, venus à la suite d'une porte ouverte n'y resteront que 15 jours, faute de propositions réelles de soutien en direction de leurs lycées.

En mars, la Sonacotra propose des négociations pour l'Est, Lorraine, Alsace. Les camarades de Lorraine posent en préalable à toute discussion le retour des résidents expulsés de Woippy: la discussion tourne court... La Sonacotra tente alors de négocier à Strasbourg: le marché est simple: pas d'expulsion d'un côté, en contrepartie, il est proposé le nouveau contrat d'hébergement aux résidents. Les résidents ont jusqu'au lundi 9 Avril pour répondre...

Mardi 10, à 6 heures, les flics se chargent de 152 expulsions sur trois foyers: Meinau, Koenigshoffen et Bischheim. Chaque chambre est vidée dans un grand sac poubelle. Ces sacs s'accumulent alors dans la cour pour ensuite être chargés sur un semi-remorque. Direction: garde-meuble.

On retrouvera ces sacs le lendemain, pour la plupart percés ou éventrés et, sous la pluie, des résidents, des camarades du comité de soutien, de la Permanence Anti-Expulsions passeront une journée pour remettre de l'ordre. Durant toute la journée de mardi, les ouvriers et les employés de l'usine voisine, les familles des HLM Sonacotra s'arrêtent et font part de leur colère, les uns rappelant les SS

de la dernière guerre, les autres les temps de la guerre d'Algérie.

Pour la nuit, des résidents proposent de rester près du foyer: il faut, à leur avis, tenir le terrain, ne rien céder à la Sonacotra, ne pas se disperser. Mais les flics restés sur place, contrôlent étroitement toutes les entrées dans le foyer et empêchent violemment toute tentative de regroupement. Le repli est alors organisé sur une MJC voisine.

Le lendemain matin, dès 5 heures, tous les résidents du foyer du Polygone descendent et bloquent l'entrée du foyer. Mais la Sonacotra semble attendre pour déclencher la fermeture de ce foyer.

LA GREVE EST ENTRÉE DANS UNE NOUVELLE ÉTAPE

Premier effet des expulsions: la désorganisation, la dispersion. Les résidents ont perdu leur lieu central d'organisation: le foyer. Dans les foyers expulsés, le gérant fait immédiatement régner sa terreur fasciste: il ferme les salles communes pour empêcher toute réunion, poursuit les résidents qui, individuellement, viennent voir leurs amis, appelle les flics pour un rien.

Et dehors, après avoir servi d'abri pour 2 nuits, la M.J.C. déclare qu'elle ferme pour le week-end. Un pasteur offre son presbytère, mais c'est à plus de 5 kms du foyer de La Meinau!

Dans les jours suivants, le temps passe en va et vient lointains, en discussions éparées.

Mais c'est aussi que, dans les idées, le désarroi est grand. Rassembler les forces, lutter contre la dispersion, suppose un plan de bataille ferme, suppose d'avoir en tête la contre-offensive.

Le Samedi, rassemblement appelé par le Comité des Résidents devant le foyer de La Meinau. 200 personnes immigrées et français; les délégués disent leur colère dans le mégaphone, mais ils n'ont pas de propositions à faire, et finalement sous la pression des flics, le rassemblement se replie en manifestation jusqu'au lieu d'hébergement éloigné.

Nous, les maoïstes, nous intervenons activement dans ce rassemblement; nous discutons avec un très grand nombre de camarades des foyers. A l'idée qui est pour l'heure la plus avancée: «Si les flics veulent faire de nouvelles expulsions, nous descendrons tous!»; nous opposons la directive: «Le point principal aujourd'hui, est de discuter comment on va rouvrir les chambres.»

Et pour passer de l'une à l'autre, il faut discuter longtemps, très longtemps, sur la conjoncture dans son ensemble: nous expliquons en détail le contenu des lois Bonnet-Stolérü. Nous expliquons qui nous sommes, notre projet de construction d'un Parti de type nouveau, avec comme point central l'unité français-immigrés - seule solution pour les français et pour les immigrés qui ont à combattre l'impérialisme. On discute la force politique que représente le mouvement des foyers et l'importance de serrer les rangs autour du Comité de Coordination.



La rafle, l'expulsion :
méthodes de la société
impérialiste française.
(Strasbourg).

Le Comité de Coordination vient le Dimanche. Toute une journée de réunions, d'Assemblées Générales. En français et en arabe est analysée la situation d'ensemble des foyers, raconté comment la veille à Sartrouville, les résidents sont descendus tous ensemble faire rouvrir les chambres; expliqué l'importance de tenir bon et de gagner dans les foyers pour affronter la conjoncture des lois racistes.

Le Dimanche soir, le Comité de Coordination organise une A.G. dans la cour du foyer de La Meinau. La tension est grande. Il y a ceux qui, non expulsés de La Meinau, ont peur de descendre. Il y a ceux, expulsés de la semaine qui crient qu'ils vont tuer le gérant. On sait que les flics vont arriver d'une minute à l'autre. Mais l'A.G. se tiendra malgré eux, dans le calme, jusqu'au bout.

Cette A.G. a été le premier véritable moment de rassemblement des forces après les expulsions. Elle a affirmé la volonté de reconquérir le terrain.

Le Mardi, des négociations ont lieu avec la Sonacotra. Les résidents posent comme premier point la réouverture des chambres. La Sonacotra quitte la salle au bout d'un quart d'heure en disant qu'elle voulait négocier avec les seuls délégués de Strasbourg, alors que sont présents aussi ceux de Metz et des représentants de Paris.

La Sonacotra a échoué à séparer la grève de Strasbourg de l'ensemble du mouvement des foyers et du Comité de Coordination.

Le Samedi suivant, 7 à 800 personnes, en majorité des camarades immigrés ont manifesté dans la ville - malgré un dispositif policier très provocant.

Côté résidents, un grand travail d'organisation est nécessaire pour reprendre l'offensive.

CE QUE L'ON PEUT CONCLURE DE CETTE PREMIERE PERIODE

A Strasbourg, l'ancien fonctionnement des foyers était seulement en veilleuse. C'est ce qui a permis à la Sonacotra de le remettre en route immédiatement. Ce qui implique, à notre avis, une

tâche importante pour les foyers en grève : **BRISER, CASSER MATÉRIELLEMENT LE SYSTEME DU FOYER PRISON**, en pratiquant les AG, les réunions, le droit de visite, mais aussi en menant la guerre aux gérants et aux mouchards. Il faut leur rendre la vie impossible dans les foyers, il faut qu'ils partent et de ce combat doit naître une force dans le foyer. Pourquoi, par ailleurs, garder des serrures qui peuvent, un jour, se fermer à double tour sans l'avis de l'occupant? Enfin, autour des foyers menacés d'expulsion ou de fermeture, il faut engager une large propagande sur la question du logement éventuel des camarades.

Au cours de cette période, nous sommes intervenus pour situer l'attaque violente contre la grève à Strasbourg dans le plan d'ensemble de la bourgeoisie à l'encontre des ouvriers immigrés. Nous avons développé les nouveaux projets de loi de Stoléru-Bonnet.

A l'usine, à la fac, sur les marchés, devant les lycées, nous parlons de l'unité Français-Immigrés, du Proletariat International, point central de toute la politique révolutionnaire aujourd'hui.

Il faut convaincre sur l'idée qu'une victoire de cette grande lutte sera une victoire importante de tout le peuple contre l'Etat impérialiste français.

OU EN EST-ON AUJOURD'HUI ?

Les discussions se tiennent dans les cuisines ; des AG s'organisent dans les deux foyers encore non-attaqués. Le plan de la riposte s'élabore. Il faut régler les questions immédiates : le logement des camarades expulsés et refaire l'unité entre expulsés et non-expulsés, entre foyers attaqués et foyers non-attaqués. La réouverture des chambres ne pourra se gagner que si on avance sur ces questions et si la grève commence à rallier des fractions significatives du peuple.

Pour nous, maoïstes de l'UCFML, nous nous engageons de toutes nos forces dans ce combat à une époque où l'attaque contre la fraction immigrée du peuple redouble de vigueur : c'est de la réalité de masse de la politique de parti qu'il s'agit.

CONCENTRER DES FORCES CONTRE LES LOIS BONNET-STOLERU

Depuis 4 ans et demi, les résidents des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, sont engagés dans un combat prolongé contre les sociétés gestionnaires des foyers et l'Etat impérialiste français. Ils s'opposent au système des foyers-prisons et remportent de nombreuses victoires.

Là où il y a la grève des loyers et la mobilisation massive des résidents, mobilisation régulière et déterminée, sous la direction du Comité de Coordination, les résidents se sont libérés des règlements intérieurs fascistes en imposant par la force le droit de visite, de réunion, d'association... En vidant les gérants, ils se sont débarrassés de leur dictature raciste. En refusant de payer les augmentations incessantes des loyers, augmentations non justifiées, ils s'opposent à l'aggravation de l'exploitation de la classe ouvrière. Ils ont réussi à faire revenir 16 sur 18 de leurs délégués expulsés par la police en Avril 76.

LA CLEF DE CES VICTOIRES

La clef de la victoire, c'est, à notre avis, l'existence d'une direction interne au mouvement des foyers, le Comité de Coordination, qui a su unir l'ensemble des résidents autour d'une charte de combat, leur plate-forme, en toute indépendance vis-à-vis des syndicats et des partis de l'ex Union de la Gauche, qui a su à de nombreuses reprises montrer sa capacité d'offensive, de retrait tactique, de déploiement de force face aux manœuvres de la Sonacotra, de l'Etat et de la nouvelle bourgeoisie PC-CGT.

Un tel combat prolongé est antagonique à l'Etat et aux projets de la bourgeoisie impérialiste française d'embrigadement de la classe ouvrière. C'est un combat prolétarien qui est la seule véritable lutte de classe à échelle nationale depuis 4 ans.

LES TENTATIVES DE RIPOSTE A LA CRISE

Aujourd'hui, la classe ouvrière multinationale de France cherche une voie prolétarienne pour s'opposer à l'aggravation du chômage, à la multiplication des licenciements. Les émeutes ouvrières de Longwy sont un exemple de ces tentatives. Les idées mûrissent sur la nécessité de mener la lutte de classe frontale contre la bourgeoisie et son Etat, de se dégager de l'emprise des syndicats et des partis de «gauche», de mettre au point des chartes de combat et d'organisation indépendantes, en rupture d'avec les intérêts particuliers de l'aristocratie ouvrière, donc d'avec le syndicalisme.

Depuis deux ans commence également à s'organiser une véritable résistance populaire à la politique d'arbitraire et raciste de l'Etat français contre les immigrés, une résistance populaire aux expulsions, refoulements hors de France, aux attentats racistes. Cette résistance a mesuré sa force, lors des deux grandes manifestations contre les mesures Stoléru en Novembre 77 et Novembre 78. Certes, les résidents des foyers étaient en nombre, mais on pouvait noter d'importants détachements de la jeunesse scolarisée ou étu-



Les Masses manifestent à Rennes contre l'application de la circulaire Bonnet.

diente, un nombre important d'ouvriers français (en particulier dans celle de Novembre 78), de femmes du peuple, d'employés. Au sein de ces manifestations, le pôle maoïste (l'UCFML, les CPAC) a joué un rôle organisateur important.

Depuis 2 ans, les anti-racistes, français et immigrés, s'organisent dans des comités contre les expulsions et plus particulièrement dans les P.A.E. (Permanences Anti-Expulsion) dont nous soutenons le développement, et qui ont fait preuve d'un début d'audience de masse lors de leur meeting à la Mutualité à Paris, qui regroupait plus de 500 personnes.

Devant cette amorce du mouvement de masse prolétarien et populaire, et pris dans ses contradictions internes, celles de la crise économique, la bourgeoisie «libérale» représentée par Giscard-Barre-Bonnet-Stoléro, va ajuster des mesures anti-ouvrières et anti-populaires nouvelles, importantes et graves.

LA CONTRE-OFFENSIVE DE L'ÉTAT

Aujourd'hui débarrassée de la concurrence de la nouvelle bourgeoisie, de l'opposition PC-PS, l'ancienne bourgeoisie peut sans risque électoral, redéployer avec violence ses attaques directes contre la classe ouvrière.

1- Elle restructure avec brutalité son infrastructure industrielle, ce qui s'accompagne d'une forte hausse du chômage, de la misère pour le peuple. Elle accroit avec force l'exploitation, les cadences, les licenciements, sa dictature dans les usines. Elle libère la montée des prix à tel point que de nombreuses familles ouvrières n'arrivent pas à joindre les deux bouts. Elle attaque les paysans, réprime les minorités nationales Corse et Bretonne... poursuit son pillage des pays du Tiers-Monde, en particulier ceux sous sa domination néo-coloniale en Afrique.

2- Mais pour mener à bien cette politique, il lui faut écraser toute force prolétarienne qui ose relever le défi et pratiquer la lutte de classe. C'est ce qui explique l'acharnement avec lequel elle attaque les camarades immigrés, avec lequel elle tente de briser le mouvement des foyers Sonacotra.

C'est ce qui explique la mise au point de quatre projets de loi anti-immigrés et racistes. Celui sur le renouvellement des cartes de séjour, celui sur le statut de résidents dans les foyers, celui sur les mariages mixtes entre français et immigrés, et celui déposé le 16 Mars et qui a déjà été voté par l'assemblée le 29 Mai, et doit maintenant passer devant le Sénat. Que contient ce projet ?

LA LOI BONNET, LOI DE RAFLE ET DE SÉGRÉGATION

Élargir considérablement les possibilités pour l'État de notifier un arrêté d'expulsion à un camarade immigré; prévoir la légalisation et la généralisation des sinistres «prisons d'Arenco» c'est-à-dire de locaux spéciaux de la police où pourrait être emprisonnés des camarades immigrés sans limite de temps, sans possibilité de recours juridique, ni de simples contacts avec un avocat, ni même avec les familles.

Voilà, en résumé, ce que prévoit ce projet de loi scélérat, voté à l'Assemblée Nationale, et dont il faut exiger le rejet, ou bloquer l'application.

Désormais, pour avoir eu en possession une fausse carte de séjour, ou être trouvé avec une carte «altérée», ou sans carte, un camarade immigré pourra se voir notifier sur le champ un arrêté d'expulsion, c'est-à-dire le départ brusque du territoire français avec interdiction à vie d'y revenir. Ce camarade pourra être placé directement dans ces «camps d'internement» dont on n'avait plus entendu parler depuis Pétain ou la guerre d'Algérie, et il n'en sortira que pour être dirigé de force vers le pays d'origine.

Une telle loi anti-immigré et raciste, est digne du système de l'apartheid en Afrique du Sud. Le fait qu'elle soit votée à l'Assemblée Nationale nous interpelle tous, français ou immigrés. Il faut dénoncer partout son caractère particulièrement odieux et raciste, expliquer son objectif politique et appeler les ouvriers et le peuple à s'y opposer avec force et détermination.

ORGANISER LE PROLÉTARIAT INTERNATIONAL DANS LA POLITIQUE DE PARTI

Ce projet de loi vient compléter les attaques actuelles contre le mouvement des foyers.

Ce projet de loi vise également à diviser la classe ouvrière entre français et immigrés, à exercer une terreur sur les ouvriers immigrés afin d'éviter que s'organise sur le terrain des usines une avant-garde politique de masse. Les bourgeoisies ont en mémoire, comme nous tous, que dans la période précédant la crise, les luttes les plus puissantes, celles d'avant-garde dans les usines étaient des luttes d'O.S. où les immigrés étaient en grand nombre. Souvenez-vous: Pennaroya, Girostel, Renault (les presses), les Câbles de Lyon, Chausson et bien d'autres. La force prolétarienne était grande, la nouvelle bourgeoisie P.C. et syndicats largement dénoncés, voire isolés. Qu'une telle force, celle du prolétariat international, se réorganise, et les plans de restructuration industrielle de la bourgeoisie, ses plans d'exploitation forcée des ouvriers, de chômage et de vie chère pour le peuple risquent d'être compromis.

Une telle loi vient à point pour essayer d'empêcher, en écrasant les camarades immigrés, qu'une telle force prolétarienne émerge.

Devant cette situation, il faut que le mouvement de masse prolétarien et populaire se développe et s'organise plus avant pour faire pièces à ces nouvelles attaques.

Il faut dès maintenant que s'exprime dans la rue la force de ceux qui sont déterminés à lutter coûte que coûte contre cette politique. Il faut organiser le 16 Juin une manifestation de rue qui marque le début d'un engagement prolongé des ouvriers et du peuple, français et immigrés, contre ces lois scélérates, pour briser les attaques des deux bourgeoisies contre les résidents et le Comité de Coordination.

Nous proposons que dans chaque ville, chaque usine, lycée, faculté, quartier, se mettent en place des groupes de **propagande** pour cette manifestation; que des groupes de français et d'immigrés fassent signer partout la pétition nationale contre ces projets de loi et la reproduisent en grand nombre. Que des lettres d'indignation soient envoyées aux journaux, à l'Assemblée Nationale. Que des prises de posi-

tion personnelles soient faites par voie d'affiches manuscrites sur chaque lieu de travail.

Notre capacité à soutenir l'action de ces groupes, à créer un courant d'opinion, une force de masse, et à y rallier aux P.A.E. (organes de la démocratie anti-raciste de notre temps), aux C.P.A.C.s (organes de la lutte de classe du peuple politiquement unifié), aux noyaux (dimension ouvrière de l'avant-garde), au groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France (Marxistes-Léninistes) — U.C.F.M.L. (direction du processus du parti): voilà notre plan d'épreuve. Voilà la tâche pour tous.

- RALLIEZ LE COMBAT CONTRE LES LOIS IMPÉRIALISTES ANTI-OUVRIÈRES ET ANTI-PEUPLE !

- AIDEZ-NOUS A UNIFIER LE PEUPLE POLITIQUE DANS LA BATAILLE !

- REJOIGNEZ LA POLITIQUE DE PARTI AU FEU DE LA LUTTE DES CLASSES !



Le Meeting organisé le 12 Mai par les P.A.E. (Permanences Anti-Expulsion) de la région parisienne a été un succès: le camp démocratique anti-raciste, avec ses multiples composantes (immigrés, jeunes des lycées, employés, intellectuels...) y étaient réunis. Les maoïstes de l'U.C.F. ont soutenu ce meeting. Ils y ont pris la parole pour expliquer leur soutien, dans le cadre de leur ligne sur le front de classe, et de l'édification du Parti du prolétariat international de France.

CONTRE LES LOIS DE RAFLE, D'EXPULSION, D'INTERNEMENT. MANIFESTATION: SAMEDI 16 JUIN à 17h DE BARBES A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Appelée par: U.C.F.M.L., O.C.F.M.L., C.P.A.C., Comités P.R.O.P.V., P.A.E. (Permanences Anti-Expulsions), U.E.G. (Union des étudiants Guyanais), U.N.E.E.C.I. (Union des étudiants de Côte d'Ivoire).

LA BATAILLE DE LYON

Le conflit qui oppose les 50 femmes de ménages immigrées de l'INSA à la direction de l'INSA (Institut National des Sciences Appliquées) et à celle de la S.I.N. (Société Industrielle de Nettoyage) dure depuis 5 ans. Depuis le mois de Mars, elles avaient décidé de débrayer 2 heures par jour, soutenues par les étudiants. Déjà le lien entre les étudiants et les femmes était fort du fait que ce sont elles qui s'occupent du nettoyage des chambres de la cité universitaire.

Le problème des femmes de ménage immigrées :

Ne pouvant être directement embauchées par l'INSA, elles sont employées par une agence de sous-traitance: la S.I.N., et à ce titre elles n'ont ni le même salaire, ni les mêmes conditions de travail que les autres femmes. Sur le fond, c'est donc déjà la question de l'égalité des droits qui est posée.

De plus, elles ne sont employées que 8 mois 1/2 sur l'année et ne bénéficient pas le reste du temps des indemnités de chômage. Elles avaient alors toutes ensemble décidé de se syndiquer à la CFDT, poussées au départ par les étudiants du Joint (trotskystes).

Le conflit s'étirant, les directeurs se renvoyant chacun les responsabilités, elles décident toutes très déterminées d'aller imposer au conseil d'administration qui se réunit avec Hamelin le directeur de l'INSA, leur problème à l'ordre du jour, ceci le Jeudi 3 Mai, avec le soutien des étudiants.

Le conseil d'administration refuse une nouvelle fois d'examiner la question des femmes de ménage. Les femmes prennent alors l'initiative de séquestrer Hamelin de 11h30 à 13h. Hamelin est libéré sans problème par 3 flics et l'intersyndicale («les patrons, il ne faut pas les garder, mais négocier avec»). Mais les étudiants décident alors l'occupation des locaux administratifs.

Dans la nuit, les flics interviennent et procèdent à l'arrestation de 23 étudiants. 18 seront relâchés le lendemain, mais 5 sont inculpés directement sur dénonciation de Hamelin qui se rend au commissariat pour les identifier, Hamelin, qui dans le même temps dépose une plainte, à la fois contre les étudiants et contre les femmes de ménage.

Les femmes de ménage décident alors unanimement de se mettre en grève illimitée jusqu'à la libération des cinq étudiants.

Vendredi 4 Mai : contacts.

Premiers contacts de l'U.C.F.M.L. avec les étudiants de l'INSA à la fin d'une A.G. qui a voté la grève. Un climat de confiance s'installe, U.C.F.M.L. forte du fait d'avoir fait débrayer la faculté de Bron (une autre faculté de la ville) le Jeudi 26 Avril sur la question de la circulaire Bonnet, de dire non à la faculté de l'apartheid, non aux expulsions. D'autant plus qu'une grande partie des femmes de ménage ont leur carte de séjour à renouveler pendant l'été, la question des expulsions étant donc grande ouverte.

Au niveau de l'U.C.F.M.L., l'impression générale est alors que ce sont réellement les femmes de ménage immigrées qui mènent la lutte, que l'unité entre les femmes de ménage et les étudiants est très forte, que les étudiants sont très déterminés sur leur type de soutien par rapport à la lutte, mais que, faibles par rapport au syndicalisme, ils sont aussi faibles sur la question de la victoire, sur comment gagner.

Dans le même temps, les contacts en direction des U.D. (unions départementales) sont pris par les étudiants et l'intersyndicale - réunion prévue avec la CFDT, les étudiants et les femmes le Samedi 5 Mai.

Déjà, il y a la volonté de la CFDT de séparer les étudiants et les femmes, puisqu'à la réunion le matin elles sont absentes. L'optique des étudiants est alors d'organiser une semaine sur l'INSA avec forums... et une grosse soirée «fête de soutien», le Mercredi 9 au soir, le Jeudi 10 devant mar-

quer une ouverture de négociations avec les femmes de ménage. La soirée, veille de négociations, et une semaine sur le terrain même de l'INSA semblant être un point fort pour les étudiants.

La CFDT d'accord le matin, décide le soir d'annuler la semaine et d'organiser une seule soirée à la bourse du travail pour le Jeudi 10 au soir.

De plus, au cours de la réunion, la CFDT essaye de noyer la question des femmes immigrées dans celle du statut de l'emploi. Si les étudiants tiennent bon sur la lutte des femmes immigrées comme question centrale, la soirée du 10 à la bourse du travail est adoptée.

Les négociations du Jeudi donnent finalement que Hamelin serait prêt à retirer sa plainte contre les femmes de ménage, et qu'il semble qu'il y ait «magouilles» du patron par rapport aux femmes, qu'on ne connaît pas exactement.

Dimanche 6 Mai : soutien.

L'U.C.F.M.L. organise une intervention sur le marché des Pucelles de Villeurbanne, sur la lutte des femmes immigrées avec une collecte de soutien à l'appui.

Préparation du tract sur l'égalité des droits, et sur comment gagner sur cette bataille, vue comme point d'appui pour les étudiants de l'INSA pour se démarquer du syndicalisme et sur la lutte posée en termes de victoire, avec comme point fort l'affirmation que les femmes doivent gagner avant l'été.

Lundi 7 Mai : attentes.

Diffusion du tract sur tous les fronts, avec organisation de collectes de soutien, et sur l'INSA où un débat s'engage dessus. Le matin à 8 heures, une Assemblée Générale décide la continuation de la grève suivie jusqu'alors par le tiers des étudiants. Débrayages à Lyon I, faculté voisine. A.G., réunions. Un groupe d'étudiants de l'INSA viennent à la faculté de Bron où le MAS (syndicat étudiant PSU-LCR) et l'U.C.F.M.L. ont appelés à une A.G. Le MAS voulant lier la question à celle des assistants vacataires. Pratiquement personne à l'Assemblée Générale.

Fêtes de toutes sortes :

Les jours suivants, préparation de la fête du Jeudi. Elle se tient sous l'égide de la CFDT (à peu près 1500 personnes).

Participation à la fête d'un chanteur de rue Lyonnais de la révolte populaire, Jean Marc Le Bihan et de son groupe. Il était connu pour avoir organisé, vers Février, dans une grande rue piétonne de Lyon où l'expression est interdite, une grande «fête des gueux» où sont venus 3000 personnes.

Dans la soirée, intervention d'un camarade de l'U.C.F.M.L. sur le cas d'expulsion de Mohammed, jeune Algérien qui a déjà purgé un an de prison en France pour vol.

En effet, Mohammed dans l'après-midi est convoqué au commissariat, un camarade français de l'U.C.F.M.L. l'accompagne, mais il se fait sortir du commissariat après que Mohammed se soit vu notifier son expulsion pour les heures qui suivent. L'intervention dans la soirée, c'est donc un appel à aller massivement au commissariat Vauban pour reprendre Mohammed. Prise de position de Le Bihan: «il faut y aller».

A 1 heure du matin, 150 personnes de la fête vont à Vauban, hésitations en face des flics, retour à la bourse du travail avec comme rendez-vous 6 heures le lendemain matin pour aller à Satolas, l'aéroport.

Vendredi matin, 30 à Satolas dans l'aérogare qui font cent quand Mohammed passe, sur les 7 flics qui l'entourent. Bagarre, Mohammed n'est pas récupéré, retour dans l'aéroport sur les mots d'ordre :

« NON AUX EXPULSIONS »

« FRANÇAIS-IMMIGRÉS, ÉGALITÉ DES DROITS »



Les femmes de ménage dans la force du mouvement.

Puis retour sur les pistes, on fait les chaînes sous les ailes de l'avion. Refoulement des CRS (un quart d'heure de retard pour l'avion).

Vendredi 11 Mai : Assemblées et grève de la faim.

Assemblée Générale des étudiants, qui semble subordonner totalement les étudiants aux décisions de l'intersyndicale. Le vote sur la grève est reporté au Lundi.

Une dizaine d'étudiants dont certains étaient à Satolas, décident alors pour rompre avec ce système des A.G. subordonnées à l'intersyndicale et productrices de motions et de délégations, d'entamer une grève de la faim devant les locaux administratifs, dans l'idée de populariser la lutte des femmes immigrées, avec la volonté de garder liées la question de la victoire des femmes et celle de la levée des inculpations et de s'emparer de la question des expulsions.

La grève de la faim a ceci de positif qu'elle est un véritable pavé dans la mare au sein du mouvement étudiant, et qu'elle lui donne un souffle nouveau.

Mais sur le fond, elle apparaît révélatrice de la difficulté du mouvement à avoir son autonomie par rapport au syndicat et une alternative cohérente pour mener à bien la victoire des femmes et obtenir la levée des inculpations.

Le campement des grévistes de la faim s'installe donc devant les locaux administratifs, avec un stand de la Permanence Anti-Expulsion de Villeurbanne.

Manifestation et re-fête :

La grève est revotée par les étudiants. Une manifestation à la Préfecture est organisée le même jour. Environ 1000 personnes y participent. Sit-in devant la préfecture. Une délégation est reçue par le chef du cabinet: bla-bla stérile.

Dans la même semaine, une fête de soutien est faite à l'INSA avec J.M. Le Bihan (qui est gréviste de la faim). Elle est marquée par un appel de la P.A.E. à un rassemblement le Vendredi 18 à propos de 2 étudiants marocains de Lyon I, tabassés par les flics.

La contre-offensive syndicale :

Le lendemain de cette fête, c'est le défilé syndical national, qui démarre de l'INSA pour un groupe (différents groupements syndicaux dispersés dans le centre se rejoindront). L'U.C.F.M.L. ne fait aucune dénonciation publique du défilé par rapport aux étudiants de l'INSA. Le Joint regroupe environ 200 étudiants pour participer au défilé, avec comme objectif au début de quitter le défilé à un moment pour aller au Palais de Justice.

Peu de concertation des étudiants là-dessus, la fête de soutien s'étant terminée tard, beaucoup sont absents et ne se retrouveront pas dans la journée complètement tenue par la CFDT. D'autre part, l'idée du Palais de Justice est abandonnée dans le cortège par les étudiants qui le suivront jusqu'au bout.

La manifestation syndicale, c'est le coup de massue pour le mouvement étudiant qui se noie définitivement ce jour-là.

Hamelin fait alors chantage pour retirer sa plainte si les grévistes de la faim lèvent le camp. Pour l'intersyndicale, c'est une grande victoire, pour les étudiants, c'est un grand pas, tout du moins pour la droite du Joint qui est dirigeant: c'est l'impuissance trotskyste habituelle. C'est la dernière offensive de la CFDT, dont le Joint est un complice consentant pour écraser le mouvement étudiant. Le lendemain, c'est la reprise des cours avec un esprit de mauvaise conscience (la dernière A.G. étudiante, c'est celle des confessions où les gens - élèves-ingénieurs - ne s'avouent pas prêts à remettre leur avenir en cause, même si la lutte et la révolte des femmes est juste).

Le bilan aujourd'hui :

N'empêche que, à travers tout le mouvement d'opinion anti-raciste qui se dessine, des anti-racistes renforcés par les épisodes de Vauban et de Satolas tiennent à 150 le rassemblement prévu Place Carnot à Lyon le Vendredi 18 Mai (principalement des étudiants de l'INSA et de Bron, des camarades immigrés). Grande manifestation dans le centre-ville aux mots d'ordre de :

« NON AUX TABASSAGES, L'ALGÉRIE, C'EST FINI »
« UNITÉ FRANÇAIS-IMMIGRÉS »
« FRANÇAIS-IMMIGRÉS, ÉGALITÉ DES DROITS »

Mots d'ordre lancés par la P.A.E. et repris par tous dans la manifestation. Au bout d'un quart d'heure, ordre de dispersion. C'est la charge des flics: 9 arrestations pour contrôle de papiers (fichage...), aucun camarade étranger pris.

Pour les femmes de ménage, les négociations n'ont abouti à absolument rien, de plus leur contrat de 5 ans avec la S.I.N. se finit le 31 Mai, et une grande partie d'entre elles ont leur carte de séjour à renouveler cet été. Face à cela l'U.C.F.M.L. a comme projet d'élargir le soutien en créant un Comité Populaire de Soutien aux Femmes Immigrées qui trouverait sa racine parmi les étudiants en désaccord avec l'écrasement du mouvement, et parmi les gens du peuple, sur tous les fronts.

La lutte des femmes continue, puisqu'elles débrayent 2 heures par jour de 6 à 8 heures, soumises à des menaces de plus en plus fréquentes des briseurs de grèves...

La question de leur victoire, c'est donc un enjeu central pour tout le peuple à Lyon. Mais dans la ville, un mouvement d'opinion anti-raciste est né, qui fait qu'aujourd'hui, l'U.C.F.M.L. n'est plus seule porteuse des mots d'ordre d'égalité des droits et de l'unité français-immigrés. La perspective, c'est actuellement la préparation dans ce cadre, d'une grande journée-fête anti-raciste, au niveau national. J.M. Le Bihan, reparti en tournée en France et en Belgique appelle à se rassembler massivement à Lyon le 23 Juin, cette journée étant donc organisée au départ par les P.A.E., l'U.C.F.M.L. et J.M. Le Bihan.

RETOUR EN FRANCE DE GUILLAUME MAKIDI !

Guillaume Makidi est un camarade zaïrois, étudiant en sociologie à Caen. Le 20 septembre dernier, il est convoqué au commissariat ; « motif : carte de séjour ».

Mais arrivé sur place, les choses se passent tout autrement : les portes du commissariat qui sont refermées à clef derrière le camarade, les menottes aux mains, une journée et une nuit de garde à vue au commissariat, le train pour Paris escorté par les flics, et à Orly, l'avion pour Kinshasa.

Complètement isolé, Guillaume Makidi a juste le temps, à Orly, d'écrire une lettre à ses compatriotes : « Ne ménagez rien, si ce n'est votre vie, pour obtenir mon retour à Caen ».

Les premières démarches de ses camarades à la préfecture par l'intermédiaire de la ligue des droits de l'homme se heurtent toutes à la même réponse : « affaire close ». Expulsé ? Extradé ? Personne même ne le sait !

PREMIER APPEL, PREMIER RASSEMBLEMENT : LE G.É.A.R. (Groupe Étudiant Anti-Raciste)

Le lendemain de l'annonce de l'expulsion : intervention sur le marché de la ville. Premiers débats, en particulier avec des camarades étudiants étrangers. Nous prenons connaissance du cas d'un autre camarade : Abakoutou Morazi, stagiaire tchadien, à qui la bourse a été refusée, et par conséquent le droit de séjour, sous l'accusation d'être intervenu contre la présence militaire française au Tchad.

Quelques jours plus tard, nous convoquons les étudiants à une réunion publique pour engager la bataille pour le retour des camarades et contre la circulaire Bonnet.

Une quinzaine d'étudiants, un prof : un groupe se constitue, Groupe Étudiant Anti-Raciste, qui prend ses racines dans la volonté exprimée par Guillaume de tout faire pour son retour en France, et dans la lutte contre les lois et circulaires racistes de l'État.

PREMIERES INITIATIVES

Une pétition pour le retour des camarades, une intervention publique, nombreuse, auprès du président de l'Université, l'engagement des premières démarches visant à reprendre contact avec Guillaume, contre la loi de la peur et du silence que les flics tentent de faire régner sur les camarades étrangers à la fac.

Les choses s'éclairent, à mesure de ces démarches et interventions, quant aux circonstances de l'expulsion de Guillaume. Cette expulsion vient après une longue série de convocations à la police, menaces, chantages, confiscation de la carte de séjour etc...

Guillaume Makidi a été victime d'une opération de basse police visant à inquiéter les étudiants étrangers, en ce début d'année universitaire 79.

Guillaume n'a d'ailleurs jamais caché son opposition au régime criminel maintenu à bout de bras aujourd'hui au Zaïre par les forces impérialistes, avec en première ligne l'impérialisme français, les légionnaires et paras de Kolwezi.

Guillaume veut pour son peuple le droit à la nourriture, à la santé, à l'indépendance, à la dignité : c'est un patriote. Il a été inquiété, menacé, expulsé par la police pour délit d'opinion. A travers lui, dans l'opération de police dont il est victime, sont visés tous les camarades étudiants étrangers engagés, organisés, dans la lutte contre l'impérialisme français.

UNE ÉTAPE IMPORTANTE : LA REPRISE DES CONTACTS

Aujourd'hui, sûr et régulier, ce contact est une première victoire pour Guillaume et tous ceux qui se sont engagés dans la bataille pour son retour.

Ce contact a en particulier permis la diffusion de plusieurs lettres de Guillaume : une lettre appelant tous les amis et camarades de Caen à lutter pour son retour ; une lettre aux profs de la fac, leur demandant d'intervenir pour son



Soutenir le patriote Makidi est un devoir pour tous ceux qui ont condamné l'intervention impérialiste au Zaïre.

retour ; une lettre au président de l'université ; une lettre au préfet de Caen.

Finie donc le temps des inquiétudes, des questions, des hypothèses, pour certains, des trop faciles regrets et protestations : avec l'appel de Guillaume et les initiatives du Groupe Étudiant Anti-Raciste, le temps est à la bataille, à l'engagement concret pour le retour du camarade.

La reprise des contacts avec Guillaume lui a aussi permis d'engager la bataille juridique pour son retour : Par l'intermédiaire d'un avocat en France, une demande de recours gracieux visant à annuler le décret qui a entraîné l'expulsion a été faite auprès du Ministère de l'Intérieur. Le ministre a un délai de 4 mois pour répondre. En cas de non réponse au terme de ce délai, ou en cas de réponse négative, un recours est possible devant le Conseil d'État.

DERNIERES INITIATIVES

Un meeting à la fac, appelé par le Groupe Étudiant Anti-Raciste, une lettre publique-pétition, au ministère de l'Intérieur soutenant la demande de recours gracieux de Guillaume et exigeant l'annulation du décret d'expulsion, des interventions-forums à la fac et sur le marché.

UNE BATAILLE AU COEUR DU COMBAT CONTRE LA LOI SCÉLÉRATE DE BONNET

La loi Bonnet, c'est justement des milliers de Makidi, ouvriers, étudiants, enlevés par les flics, sur décision arbitraire des flics, et couverts par la préfecture, sur n'importe quel prétexte, détenus au commissariat ou dans des camps, avant d'être expulsés, refoulés, le tout dans le secret le plus total !

D'ailleurs Guillaume a été expulsé au nom de l'ordonnance de 1945 : c'était déjà l'outil des flics, en prévision des « modifications » que les bourgeois lui préparaient cet automne !

Il faut se mobiliser pour faire annuler cette expulsion : se rassembler, harceler les bourgeois, faire signer la pétition, soutenir financièrement le camarade aujourd'hui sans droit, sans ressource.

Se battre pour le retour de Guillaume c'est aussi combattre dans les faits la loi Bonnet, le racisme d'État. Gagner le retour du camarade, c'est éprouver notre capacité à briser, annuler dans les faits toutes les lois et mesures racistes (*).

(*) : Pour tous contacts, pour se procurer dossiers, pétitions :
G.É.A.R 38, avenue du 6 Juin - 14000 CAEN

Comités anti-Bonnet : contre 2 expulsions à Nanterre

Dans la deuxième moitié du mois de mars, le Comité anti-Bonnet de Nanterre tient une réunion de bilan de la mobilisation pour soutenir S., un camarade algérien menacé de refoulement parce que sans papier. A la préfecture, pour lui, il n'y a eu qu'une vingtaine d'étudiants mobilisés.

Au cours de cette réunion, 2 étudiants égyptiens de la fac de Nanterre, Samir et Mogniss, viennent annoncer qu'ils ont reçu un avis d'expulsion, émanant de la préfecture de Nanterre, et leur annonçant qu'ils doivent passer le 30 Mars devant la Commission d'expulsion. Motif : «trouble à l'ordre public». C'est, à notre connaissance, le premier cas d'expulsion pour ce motif d'étudiants étrangers de la fac, et le premier dont il soit question dans la région parisienne.

La loi Bonnet n'ayant pas encore été votée, cette expulsion se fait en toute irrégularité, mais elle relève précisément des méthodes autorisées par la circulaire Bonnet concernant les étudiants étrangers, et elle annonce ce que le projet de loi Bonnet se charge de légaliser tout à fait :

- c'est le préfet qui a décidé l'expulsion (la lettre émane de lui et pas du ministère de l'Intérieur).

- le motif «trouble à l'ordre public», qui devrait être au moins démontré par un jugement est énoncé et utilisé sur la seule base de rapports de police, des R.G.

L'application de la circulaire Bonnet est à l'oeuvre là : l'alinéa a de son point n°3 appelle les préfets et préfets de police à contrôler directement si «l'inscription dans un établissement d'enseignement supérieur n'est qu'un prétexte pour se maintenir en France».

Avant même de commencer à appliquer le système des préinscriptions — tri basé sur «la consultation préalable du fichier d'opposition» et sur «la limitation de l'inscription par l'étendue des ressources financières» — il faut commencer à limiter le nombre des étudiants étrangers qui sont en France, les trier aussi, selon les mêmes critères. Il faut tâter ce que sera le degré de collaboration, ou de résistance, des étudiants, des professeurs, du personnel des universités.

LES ENJEUX

A Nanterre, l'enjeu est tout de suite pour nous d'empêcher cette expulsion, et de l'empêcher par ce qui peut être réalisé de mieux, dans les conditions d'aujourd'hui (et compte tenu de ce que vise la circulaire Bonnet) : **une mobilisation de masse étudiante de solidarité avec Samir et Mogniss**, et qui soit une mobilisation de masse politique, qui voit clair sur la conjoncture et l'enjeu, qui lie la lutte contre cette expulsion à tout le contexte de la lutte à mener pour l'abrogation de la circulaire Bonnet.

A la rentrée 1978, un «Comité étudiant français-étrangers pour l'abrogation de la circulaire Bonnet» s'est créé à Nanterre. Nous approuvons son orientation fondamentale de travailler à l'unité entre étudiants français et étrangers contre la circulaire Bonnet, et à tracer des démarcations sur la fac à propos de toutes les pratiques de ségrégation, de discrimination raciste. Depuis les profs qui disent : «Si vous ne suivez pas ce que je dis, vous n'avez qu'à apprendre le français», jusqu'aux étudiants (il y en a) qui osent dire «qu'il y a trop d'étudiants étrangers dans les facs, et que l'idée de la circulaire Bonnet, ce n'est pas si bête».

Le Comité décide d'appeler à une A.G. sur le cas des 2 étudiants égyptiens ; et nous décidons de soutenir cet appel, en y appelant également par un tract, qui prend position sur l'orientation générale de la bataille à mener.

PREMIER REGROUPEMENT,

PREMIERE DIVISION.

Cette première A.G. se tient dans un hall de la fac, et regroupe une centaine de personnes. Beaucoup d'autres passent voir et s'informent rapidement. Beaucoup d'étudiants français. Les étudiants étrangers sont peu nombreux et méfiants : ils attendent de voir si le cas de Samir et Mogniss va être effectivement lié à la bataille contre la circulaire Bonnet, et aux autres cas.

Pour donner une idée de l'étendue de la mobilisation, les A.G. suivantes regrouperont environ 200 personnes ; l'A.G. qui décidera le rassemblement à la préfecture, environ 400 à 500 personnes, à peu près les mêmes qui se retrouveront à la manifestation devant la préfecture.

Dans cette première A.G., une lutte idéologique s'engage immédiatement. Samir et Mogniss annoncent qu'un Comité de soutien (dont ils ne nous ont d'ailleurs pas parlé quand ils sont venus nous demander notre propre soutien) a été créé. Comme le dit le journal de ce comité (du 1ier Mai 1979), «tout de suite s'engage un débat où les concernés démontrent que leur cas n'entre pas dans le cadre de la circulaire Bonnet» ! Le Comité de soutien n'a également aucune proposition à faire aux étudiants : il explique qu'une pétition circule, que partout ailleurs des gens se mobilisent, mais il s'oppose à toute rédaction d'un texte à faire circuler dans les cours à Nanterre. Le fond, c'est leur opposition à tout débat et unification politique entre les étudiants mobilisés, en particulier à propos de la circulaire Bonnet. Il déteste que Samir et Mogniss soient défendus comme des étudiants attaqués (ce qu'ils sont) par la circulaire Bonnet ; il voudrait faire de leur cas l'occasion de brandir le drapeau de la «deuxième génération très radicalisée des jeunes immigrés prolétariés».

Pour lui, il s'agissait seulement d'ouvrir «de nouvelles perspectives de lutte et d'organisation en propulsant au devant de la scène un acteur social de plus en plus prééminent : le jeune immigré» (extrait du même journal).

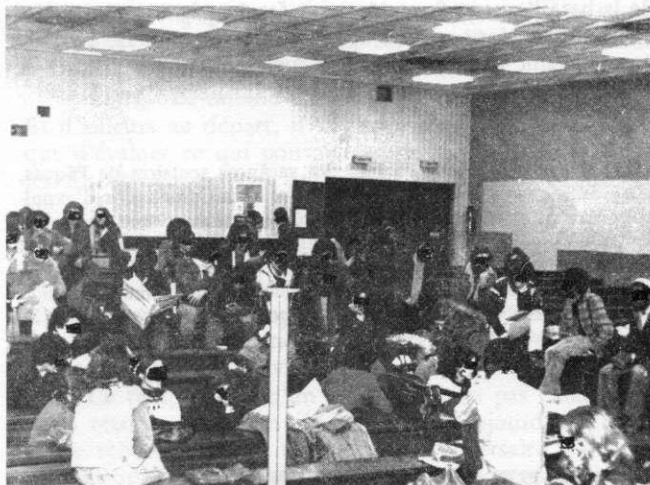
Il découle de là une ligne d'action, de leur côté qui revient à faire de la publicité à cette thèse, sans le moindre souci réel dans les faits d'empêcher l'expulsion en travaillant à la mobilisation active des étudiants, des profs et du personnel de la fac. (Cela ressemble très fortement aux méthodes des autonomes après l'affaire de Saint Lazare : incapacité à organiser une mobilisation démocratique de solidarité avec leurs camarades inculpés, combinée à la volonté d'y gagner une publicité, dans le style des pires méthodes de lâchage de leurs propres troupes).

LA VOIE DES «AUTONOMES», ET LA VOIE MAOISTE

La discussion est donc très vive. Le Comité de soutien essaie de la briser en déplaçant l'Assemblée Générale, et en entraînant une partie à faire tout de suite le tour des cours. Nous refusons avec quelques étudiants et le Comité Anti-Bonnet de bouger avant que la discussion se soit conclue par un accord politique de masse sur ce qui va être expliqué dans les cours à propos de l'affaire.

L'existence du Comité anti-Bonnet a alors un rôle tout à fait important, dans la mesure ou au moins une partie des étudiants organisés dans le Comité sont très attachés à la lutte contre la circulaire Bonnet, et au débat politique pour lier le cas des 2 expulsés avec cette circulaire.

Après un bref tour de quelques cours, le Comité de Soutien revient dans l'Assemblée Générale et finit par accepter le principe du texte et de lier le cas des 2 à la circulaire Bonnet.



Une réunion du Comité Anti-Bonnet de Nanterre.

Cette 1ère A.G. a montré qu'il existait à la faculté, parmi les gens mobilisés, un courant apolitique assez fort, ou le Comité de Soutien trouvera une base de masse. Ainsi, des étudiants disent: «Ce n'est pas la peine de se mettre d'accord: on n'a qu'à dire ce qu'on veut...»; d'autres demandent à l'U.C.F.M.L. de se mettre d'accord à tout prix avec le Comité de Soutien, d'y entrer, pour que la contradiction entre les propositions proposées disparaisse; d'autres diront, en cours de mobilisation: «il y a les masses d'un côté; les autonomes de l'autre, que faire ? ».

En fait, de bout en bout, l'U.C.F.M.L. est intervenue en son propre nom, sans entrer au Comité de Soutien, parce que celui-ci a pris jour après jour des positions liquidatrices de la mobilisation de masse sur la faculté, et, quant à l'analyse des cas de S. et M., des positions complètement centrées sur «les jeunes immigrés de la 2ème génération», et gravitant autour des initiatives autonomes, en particulier lors de la manifestation du 23 Mars.

Le point qui a concentré la lutte entre le Comité de Soutien, les orientations de type autonomes, et notre orientation, c'est l'appel à un rassemblement massif le 30 Mars devant la préfecture de Nanterre, capable de montrer l'opposition d'une fraction significative des étudiants, et des instances de la faculté, à l'expulsion des 2 étudiants.

Le Comité de Soutien s'y est opposé jusqu'à la dernière A.G. On l'a vu, à ce moment là, aller chercher le PCF et l'ensemble des organisations politiques et syndicales qu'il put trouver, pour essayer de «tenir la situation», devenue une véritable situation de masse, et faire pièce à l'idée du rassemblement du 30. Cette manoeuvre a, pour l'essentiel, échoué, dans la mesure ou notre campagne et notre travail de masse pour expliquer l'importance du rassemblement du 30 avait rallié des étudiants nouveaux, très différents de la frange apolitique regroupée autour de la voie autonome, et qui étaient, eux, décidés à manifester le 30.

LE RASSEMBLEMENT DE MASSE

La manifestation devant la préfecture s'est donc tenue, en donnant un cortège de 400 personnes au moment le plus fort, qui s'est trouvé de fait scindé en 2 parties à peu près égales: une partie regroupée autour du Comité de Soutien, lançant peu de mots d'ordre, sauf celui de «A bas l'expulsion de S. et M.»; et une partie regroupant ces nouveaux étudiants mobilisés, les étudiants étrangers, des étudiants des Comités Anti-Bonnet de la région parisienne et nous. C'est cette partie de la manifestation qui a été à l'initiative des mots d'ordre contre la circulaire Bonnet, sur la solidarité étudiants français et étudiants étrangers, contre le racisme.

Cette manifestation a été vraiment le 1er regroupement de masse significatif dans la région parisienne contre la circulaire Bonnet.

LE COMITÉ ANTI-BONNET

Confrontés à une politique (celle du Comité de soutien) proche des autonomes et faisant fond sur l'apolitisme et, de l'autre, à la volonté de faire du cas des 2 étudiants une 1ère bataille contre l'application de la circulaire Bonnet, les étudiants du Comité Anti-Bonnet de Nanterre se sont divisés. Leur Comité a éclaté en cours de mobilisation, et une partie des étudiants a rejoint le Comité de Soutien. Mais dans le cours même du mouvement, 2 nouveaux étudiants (étrangers) ont rallié le Comité et rejoint la camarade qui était restée ferme sur la circulaire Bonnet, avec le projet de réorganiser le Comité Anti-Bonnet. Ce qu'ils ont commencé à faire de manière à pouvoir réintervenir en tant que Comité Anti-Bonnet dès l'appel au rassemblement, et dans la manifestation elle-même.

Au centre, deux étudiants hésitants et oscillants d'un côté ou de l'autre, avec la régularité d'un métronome, sans se stabiliser vraiment. Signe aussi que la mobilisation politique n'en était vraiment qu'à ses débuts avec, cette affaire.

D'où une partie des difficultés à mettre vraiment en oeuvre le travail de masse dans les cours, pour rallier des étudiants nouveaux, et à faire de la lutte pour les 2 étudiants une lutte en prise sur le cadre institutionnel de la faculté: obliger le Conseil d'Université à prendre position, appeler les professeurs à signer leur propre texte, se lier au personnel, le Comité de Soutien s'est aussi opposé à tout ce qui en faisait une lutte interne à la faculté, manifestant ainsi sa peur de toute lutte de masse offensive.

Les initiatives que nous avons prises avec le Comité Anti-Bonnet ont amené le Conseil à s'opposer à la procédure d'expulsion, mais en demandant, de façon ignoble, que «les 2 étudiants» soient «jugés comme leurs camarades français». Par deux fois, en A.G., le Comité de Soutien a temporisé avec le Conseil, alors que nous avons mené l'attaque contre lui, en exigeant qu'il revienne sur cette 2ème partie de sa position.

L'U.C.F.M.L.

BILAN, AUTOCRITIQUE ET LEÇONS

Dans l'ensemble de cette période, proposer nos orientations pour une bataille politique de masse, diriger une lutte idéologique ouverte contre l'apolitisme du Comité de Soutien et les orientations des autonomes, c'est ce qui a permis à la mobilisation de masse d'exister, et au rassemblement de se tenir. (Et cela s'est fait au cours d'une lutte rendue très dure par l'acharnement des autonomes à essayer de nous éliminer violemment de la situation).

Mais il nous a manqué, à plusieurs reprises, à la fois d'une offensivité dans la liaison de masse large et le travail de masse interne à la fac, et une confiance dans la possibilité de faire complètement de la politique dans le cours de la mobilisation.

2 épisodes significatifs: au lendemain du 23 Mars, nous exposerons des affiches attaquant la prestation des autonomes dans la manifestation, et reliant cette politique à leur activité dans la mobilisation de Nanterre.

C'est nécessaire parce qu'il y a une effervescence et un débat sur la faculté à propos des événements du 23 Mars.

Les affiches ont un furieux effet, et les autonomes en deviennent eux-mêmes furieux. Altercation, affiche brûlée, 50 personnes autour de nous, les autonomes disparaissant quand nous ridiculisons leur pseudo-autonomie de parasites du syndicalisme et du PCF, le 23 Mars comme à Nanterre ! Mais à ce moment-là, il n'y a pas une seule feuille Lorraine à vendre. Pas de table de presse pendant la mobilisation. Pas de journaux sortis et vendus le 30, au moment où la curiosité est la plus grande pour les «maos».

Ceci explique que la capitalisation soit encore peu étendue. L'U.C.F.M.L. appelle à 2 réunions, après le rassemblement: la 1ère sur le bilan et sur le front de classe des immigrés; la 2ème sur les échéances du mouvement des foyers Sonacotra.

Dans les 2 cas, seuls viendront les étudiants du Comité Anti-Bonnet réorganisé.

Mais ces limites indiquent aussi que tout un pan du travail sur la faculté n'est pas encore défini. Le travail contre la circulaire Bonnet a permis cette année d'engager un travail de masse à la faculté, et plus seulement un travail de propagande. Mais il a permis aussi de voir que la liaison de masse avec les étudiants, en vue d'unifier aussi à l'U.C.F.M.L. passe non seulement par les mobilisations internes à la faculté, mais aussi par une intervention politico-idéologique offensive, appuyée sans doute sur des conférences, liées à la conjoncture des débats sur la faculté.

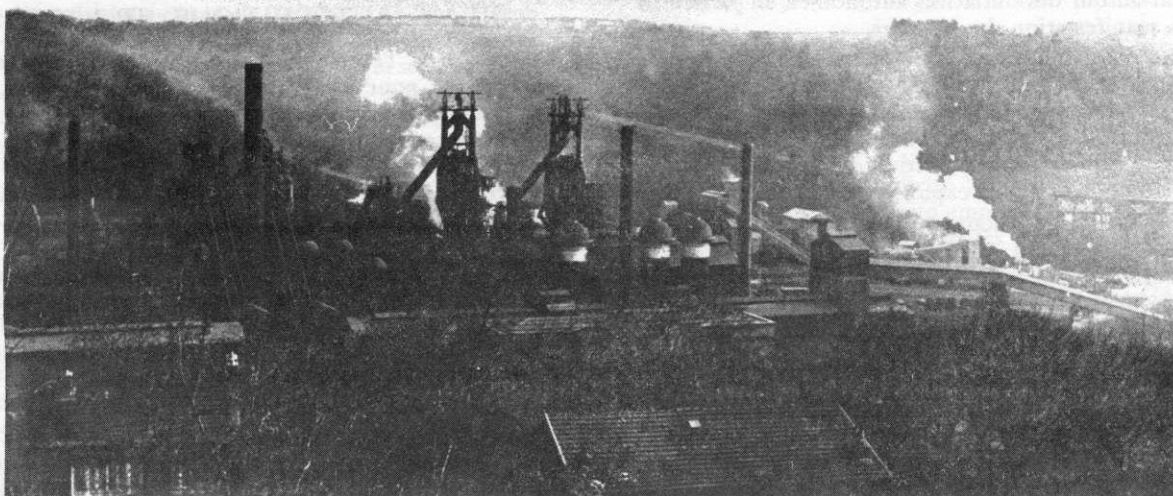
Quant au Comité Anti-Bonnet, nous pensons qu'il faut attacher une grande importance à la phase de réorganisation et de bilan qui est la sienne au terme d'un an d'exis-

tence. Son propre développement et sa propre capitalisation de la bataille pour S. et M. ne se feront pas non plus de façon linéaire. Nous avons à apprendre de cette phase actuelle pour l'avenir des mobilisations sur la circulaire Bonnet et contre la politique raciste dans les facultés.

NOTE: Pour les 2, à la rentrée des vacances scolaires de Pâques, il n'y avait pas de nouvelles des décisions de la Commission d'expulsion. Mais S. et M. ainsi que le Comité de Soutien se sont opposés à ce que l'on continue à mobiliser pour eux. L'affaire est donc dans l'impasse momentanée. Ce qui représente un grand risque pour eux. Ils ne comptent, semble-t-il désormais, fidèles à eux-mêmes, que sur le PCF et des bribes de la mobilisation pour les emprisonnés du 23 Mars, pour les défendre.

LA CLASSE OUVRIERE ET LA CRISE

LONGWY : le temps incertain des bilans



«VIVRE ET TRAVAILLER AU PAYS» : un mot d'ordre dont la pratique n'est pas encore trouvée.

Échauffourées du 1er Mai, grèves des aciéristes d'Usinor, lock-out, meetings de masse, brusque montée de la tension entre 2000 manifestants et les CRS au soir du 7 Mai devant les bureaux d'Usinor, affrontements violents de la nuit du 17 Mai, procès à Briey des 5 inculpés... Longwy continue d'occuper le devant de l'actualité, périodiquement.

Mais les choses ont changé à Longwy. Elles ont changé du jour où l'État a développé sa contre-offensive et sur 2 tableaux :

- le plan «social» accompagnant les licenciements: pré-retraites, mutations, primes de départ de 50 000F.
- l'annonce de l'implantation d'usines d'automobiles.

Les mesures sociales, c'est la porte de sortie indivi-

duelle pour les licenciés, l'implantation de l'automobile, c'est la nécessité présentée par l'État aux gens de Longwy qu'il n'y a plus qu'une solution: tourner la page.

A vrai dire, prises en elles-mêmes, ces mesures sociales et ces promesses d'emplois n'ont abusé personne: chacun sait que les pré-retraites, les mutations, la prime de 5 millions, c'est la mort du pays. Chacun sait aussi que les promesses d'emploi ne règlent rien, elles n'organiseront, pour ceux qui resteront, que la déqualification et la perte de salaire. Un autre type de vie, aussi.

Ce n'est donc pas le détail de la contre-offensive qui a vraiment pesé sur le rapport des forces, mais plus simplement et plus durement le fait qu'elle existe.

A travers elle, est apparu chez les sidérurgistes et le peuple de Longwy, la conscience que l'État ne céderait pas facilement tant l'enjeu pour lui est de taille dans la restructuration générale du monde impérialiste.

La révolte initiale n'avait pas donné cette conscience. Et d'ailleurs au départ, il s'agissait plus de crier sa colère que d'évaluer ce qui pouvait être gagné en raisonnant sur les forces, les moyens politiques, les points possibles de victoire.

Cette prise de conscience de la réalité de l'antagonisme de classe, cette mesure de l'adversaire, à laquelle ni les syndicats ni les partis PC-PS n'avaient bien évidemment préparés les gens à Longwy comme ailleurs, s'est faite dans le silence et les hésitations de l'après-marche du 23 Mars. Et ce jusqu'à la fin Avril.

Ce temps creux d'un mois, qui n'est pas l'abdication de la révolte, comme on le voit encore aujourd'hui, cela a été le temps de jauger la solidité de l'adversaire mais aussi et surtout le temps du doute sur les moyens politiques réels qu'a le peuple de Longwy de lui infliger une défaite, de le faire reculer.

LA POLITIQUE RÉACTIONNAIRE DES NOUVEAUX BOURGEOIS

* Côté PC-CGT, les moyens proposés apparaissent peu crédibles. Bien sûr, en politiques qu'ils sont, ils ont essayé d'engager une bataille sur les mutations en soutenant et en voulant transformer la grève des aciéristes d'Usinor contre les mutations réalisées au sein d'une équipe en une grève générale.

De là, leur regain d'activité et leur reprise d'initiative dans la période. Mais, faute d'une politique d'ensemble depuis la fin de l'union de la gauche, leur présence dans le mouvement de masse leur sert principalement à renforcer leur appareil, à étendre leur domination plus qu'à engager une véritable bataille sur le terrain. Ils ont ainsi enfermé le combat contre les mutations à Usinor dans la vaine proposition de l'occupation de l'usine et dans la tentation de faire durer la grève au moyen des piquets aux portes.

Sans issue, la grève et l'occupation durent s'arrêter. Échec du point de vue des résultats, mais l'essentiel est ailleurs: faire mousser la CGT, la faire apparaître comme la seule force active réelle et combattant pied à pied le plan de restructuration.

LES CENTRISTES VIOLENTS DANS L'IMPASSE

* Côté CFDT, les moyens proposés apparaissent encore moins crédibles. Le schéma est simple: seul l'affrontement violent à l'appareil d'État peut servir de catalyseur à la constitution de la force contre l'État. La CFDT recherche alors les moments précis où peuvent se lier l'opposition aux mutations... et une violence de masse anti-Étatique, seule capable d'arrêter le bras de l'État. Cette fusion permettrait d'ouvrir de nouvelles perspectives, voire de mettre le feu à toute la plaine. C'est la ligne de la révolte sachant concentrer ses feux contre l'État et s'opposant à l'agitation stérile et timorée des cégétistes s'enfermant dans les usines.

Mais quelle politique du mouvement va servir cette violence ? La question est toujours au point zéro: la révolte anti-Étatique est le point de départ et le point d'arrivée de la politique. La violence n'est plus le moyen de la politique, elle est la politique.

Et on en arrive à la situation paradoxale suivante: une résistance acharnée, courageuse et une ferme volonté de ne pas capituler, de ne pas céder qui s'expriment dans les affrontements. Chaque affrontement réunit de 1000-1500 à 3000 ou 4000 personnes comme le 7 Mai. C'est une résistance de masse où on retrouve sidérurgistes, chômeurs, femmes, jeunes. Peu d'immigrés en raison d'abord du caractère inorganisé des affrontements qui les rend d'autant plus dangereux pour les immigrés (risques d'expulsion). Les sirènes d'Usinor et les radios pirates sont les moyens de ces mobilisations rapides.

Subjectivement, les moments d'affrontements sont vécus comme des instants d'unité retrouvée. On est au coude à coude.

La colère et la haine des flics comme ciment d'unité. Mais ce n'est qu'apparence: les combats sont menés de manière désordonnée, chaque groupe choisit ses cibles et même le type de violences sont différents. C'est ainsi qu'il n'y a pas de violence plus aveugle et plus irréfléchie que celle des jeunes cégétistes. Continuellement bridés politiquement dans leur révolte, ces jeunes, une fois seuls dans la rue, font n'importe quoi. Le 17 Mai, ils ont dévasté des banques et descendu les vitrines d'une agence de voyages, puis du journal local qui, tout autant réactionnaire qu'il soit, passe régulièrement leurs communiqués. Quant aux militants plus PC, ils ont un amour particulier pour l'hôtel des impôts.

L'absence d'une politique révolutionnaire unifiante se retrouve donc jusque dans la conduite des affrontements, le type de violence, les cibles... et, fait nouveau, la faiblesse sur le terrain face aux CRS qui le 17 Mai sont passés pour la première fois à l'offensive, chargeant brutalement et montrant qu'ils étaient capables de tenir le terrain à Longwy aussi.

Privée de signification véritable, ne disant rien sur quoi et comment elle peut faire reculer l'État, la violence risque de se trouver privée de son soutien de masse. Le meilleur exemple en est le 1er Mai: la CFDT, voulant faire contrepoids à la politique menée par la CGT, prône l'action à tous prix et cherche, seule, à couper l'approvisionnement en CRS du commissariat.

Cette ligne maniée comme un gadget, a, dans les faits, amené la CFDT à désertir le terrain de la lutte sur les objectifs réels de l'étape: lutte contre la prime des 5 millions, que de plus en plus d'ouvriers demandent actuellement - lutte contre les mutations.

Si bien que la recherche de l'affrontement devient de plus en plus dépendante des situations de masse créées à l'initiative de la CGT. C'est frappant le 7 Mai, jour où 3000 personnes se retrouvent devant la direction d'Usinor pour manifester contre les 1ères mutations effectuées dans l'usine. Ce jour-là, même si c'est la CFDT qui, en poussant à la séquestration d'un directeur d'Usinor, crée un moment de tension entre les manifestants et les CRS, c'est la CGT qui, par son travail sur les mutations, a créé le pourquoi de cette tension.

La tension n'étant pas rapportée à des objectifs de masse clairement discutés et désignés («on ne cédera sur aucune mutation»), mais plus à la présence des CRS devant l'usine, la direction d'Usinor pourra, avec la complicité de la CGT, sortir par la petite porte et aller négocier comme des voleurs à Metz le lendemain l'application de la moitié des mutations décidées.

C'est encore plus clair le 17 Mai: la situation de masse créée par le brouillage de la radio-libre CGT (présence de CRS à l'émetteur de TV) est entièrement à l'initiative de cette dernière, la CFDT arrivant pour les affrontements.

Cette ligne amène à une double perte d'initiative:

- à l'égard de l'État, puisqu'elle suppose, pour réussir, pour «être de masse», que les képis s'aventurent au dehors. Ce que la bourgeoisie ne fera qu'en fonction de sa politique, c'est-à-dire au moment où elle estimera qu'il est tenable politiquement de réduire militairement le noyau dur de la révolte dans la ville, parce qu'il sera déjà défait sur le terrain politique et isolé. Déjà, dès maintenant, le contrôle policier se fait plus net: des militants sont convoqués à la police, les premières arrestations ont eu lieu. L'affrontement serait cherché par l'État cette fois.

- à l'égard de la CGT qui constitue les situations d'où la CFDT peut extraire une violence de masse. La CGT en serait la bénéficiaire politique puisqu'elle profiterait des retombées politiques du choc de la violence sans avoir à la revendiquer.

Dans les 2 cas, la CFDT ne maîtrise plus grand chose et a vu son influence se réduire.



Les «coups de poing» ouvriers ne renversent pas le cours des choses.

NOTRE POLITIQUE ET SES PROBLEMES

La situation actuelle: d'un côté, poussées de la violence dans la rue; de l'autre, démobilité dans les usines, découragement de la population. D'un côté, affrontement à l'État et ses CRS autour du seul mot d'ordre «les flics hors de Longwy», alors que, d'autre part, rien n'est dit ni fait sur les problèmes réels de l'heure. Car pendant que les éléments durs de la ville se payent les CRS, l'État et le patronat appliquent point par point, étape par étape, leur plan de restructuration: primes de départ «volontaire» de 5 millions, mutations, ces premiers points d'application du plan préparent les suivants: une fois que Usinor a été vidée d'une partie de son personnel parti avec 5 millions, il sera possible de réorganiser le travail, de supprimer des équipes.

Face à cette politique finement mise au point, étalée sur plusieurs mois par l'État et le patronat, aucun objectif, aucun mot d'ordre, aucune politique n'est proposée.

Ceci explique qu'actuellement de plus en plus d'ouvriers (entre 500 et 1000 à Usinor, alors que les propositions patronales de départ étaient de 200) demandent la prime de 5 millions.

Ce qu'il faut dire aussi sur la situation actuelle, c'est que les actions spontanées à la base n'ont aucune autonomie par rapport aux partis. La situation de Longwy renforce notre conviction qu'il n'y a pas d'autonomie spontanée par rapport aux partis, que tout est toujours affaire de parti. La soi-disant autonomie spontanée travaille en fait pour le

PCF. Le PCF actuellement, en Lorraine, travaille à se renforcer, lui et son syndicat la CGT, à travers toutes les occasions (radio-libre, venue de Marchais, manifestations, protestations contre la répression, déploiement de l'appareil cégétiste au tribunal de Briey lors du procès des 5 inculpés...).

Notre rôle, actuellement, dans cette affaire, est fondamentalement de montrer qu'on ne peut comprendre la situation, le bilan de ces 6 mois qu'en terme de question de parti.

Rien ne sert d'activer le mouvement si on ne développe pas une conscience du pourquoi de la situation actuelle, du pourquoi de la récupération globale par le PCF, du pourquoi de l'impuissance de l'anarcho-syndicalisme de la CFDT.

Il y a actuellement un sentiment certes encore confus, mais existant qu'il est inutile de se fixer des objectifs si on n'a pas les moyens politiques et organisationnels de les assumer.

C'est autour de ce bilan que nous nous proposons de travailler. En clair, deux voies :

- soit certains assumeront ce bilan et s'engageront avec nous.

- soit ce bilan n'est pas assumé et ce sera l'impasse de l'anarcho-syndicalisme.

Actuellement, nous préparons une nouvelle feuille sur ce bilan, que nous distribuerons dans la ville. Nous devons aussi rencontrer la CFDT dans quelques jours pour discuter de ces 2 voies.

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 70 F
soutien : 100 F et plus !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 1/79 - Commission paritaire No56 220
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La source - ISSN 0338 - 5086

L'EUROPE DES CHAUVINISMES POLITIQUE DES PEUPLES ET EUROPE DES IMPERIALISMES

**A quelles conditions l'unité de l'Europe
serait-elle une bonne chose pour les peuples ?**

Nous, révolutionnaires maoïstes, ne sommes pas hostiles par principe à l'Europe, ou à tout autre regroupement régional de nations différentes. Nous ne sommes pas des chauvins, des nationalistes bourgeois. Le cocorico réactionnaire des gaullistes, le national-révisionnisme du PCF, cela nous soulève le cœur.



La compétition chauvine bleu-blanc-rouge bat son plein entre le RPR et le PCF.

La bourgeoisie impérialiste classique, au pouvoir dans les pays d'Europe de l'Ouest, propose d'avancer dans la voie d'une «unité» des pays de la région. Les élections, au mois de juin, d'une assemblée européenne, sont d'après elle, une étape dans ce sens.

Comme c'est une opération des bourgeois, des États impérialistes, opération qui n'est même pas le résultat d'une pression populaire, d'une mobilisation large, mais qui au contraire se déroule dans la plus froide indifférence, ce n'est sûrement pas notre politique. Est-ce que cependant il y a là-dedans des «aspects objectifs positifs» ? Est-ce que nous pouvons au moins être neutres, ne pas faire campagne contre ? C'est ce que prétendent certaines organisations se réclamant du marxisme-léninisme. C'est la position de l'État chinois.

L'Europe cuisinée par les bourgeois aurait à notre avis des avantages objectifs pour les peuples et pour les révolutionnaires à deux conditions principales :

Tout d'abord, que l'accord politique entre les États d'Europe soit marqué par la volonté d'indépendance à la fois contre l'URSS et contre les États Unis. L'Europe est l'enjeu clef de la rivalité des deux superpuissances. Par sa position

géographique, par ses ressources, par son poids économique, l'Europe décidera du rapport de force ultime entre les deux monstres impérialistes. Que l'URSS obtienne la vassalisation complète de l'Allemagne, de la France etc..., comme de la Pologne ou de la Bulgarie, ou même qu'elle instaure seulement une «neutralité» soumise (comme en Finlande), et elle aura un avantage décisif pour la conquête de l'hégémonie mondiale. A l'inverse, que les États Unis parviennent à renverser le cours des choses en Europe de l'Est, comme y tend la campagne des droits de l'homme, comme le voulaient les «démocrates» tchèques en 69 ou hongrois en 56, et l'URSS sera acculée.

C'est dire au passage le rôle crucial joué par la Yougoslavie, qui fait la bascule entre les deux, et où la situation politique (vu l'âge de Tito) et nationale (vues les forces centrifuges, notamment croates) est fragile.

Pour les pays d'Europe, tout se joue par rapport aux menaces, chantages, préparatifs de guerre des deux superpuissances. C'est l'URSS qui, avec obstination, s'efforce de modifier à son profit la situation en Europe de l'Ouest, tout en maintenant sa tutelle par les moyens les plus brutaux en Europe de l'Est.

Des accords politiques entre États visant à desserrer la tenaille ne seraient pas forcément mauvais pour les révolutionnaires maoïstes et les peuples. Ils s'accompagneraient nécessairement d'un vaste débat d'opinion publique sur l'indépendance nationale et sur la guerre. Ils contraindraient à mettre à nu la situation mondiale réelle, que la politique hésitante et centriste des gouvernements actuels fait tout pour dissimuler. Les maoïstes pourraient dans ce débat prendre la tête d'un courant anti-impérialiste et anti-guerre, critiquer l'inconséquence et la faiblesse des bourgeoisies impérialistes, leurs demi-mesures, leur peur anti-populaire, et aller de l'avant pour élargir la brèche.

La deuxième condition serait que ces accords ne limitent pas la capacité d'action des révolutionnaires. Autrement dit qu'ils laissent subsister (au minimum) ou augmentent (au maximum) la marge de manœuvre que les États, par leurs lois, leur parlementarisme etc... laissent à l'organisation politique du prolétariat, au travail révolutionnaire légal, au processus du Parti. Si nous devons payer au prix fort de la répression élargie l'Europe étriquée des impérialismes secondaires, cela ne vaut pas la chandelle.

Or, l'actuelle construction de l'Europe de l'Ouest va directement à l'encontre de ces deux conditions. Elle n'a donc rien d'intéressant ni pour les peuples, ni pour nous. Montrons le.

L'Europe des bourgeoisies occidentales est adossée à la rivalité des deux superpuissances

La construction germano-française en cours est bâtie sur le partage de l'Europe en deux zones :
- celle de l'Ouest, où la bourgeoisie classique est au pouvoir. Or, partout où cette force de classe est au pouvoir, l'influence américaine est prépondérante. Il y a du reste des troupes et des bases américaines dans tous les pays sauf en France.

- celle de l'Est, militairement occupée par l'URSS, et où la nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'État exerce sa dictature, quelquefois à travers de véritables régimes fantoches, comme celui de Husak en Tchécoslovaquie.

Au cœur de ce partage, vivant symbole de l'affrontement, plaie de l'Europe des bourgeoisies et des impérialismes, il y a l'Allemagne coupée en deux, et dont les deux moitiés sont de véritables arsenaux de guerre pour les deux super-puissances.

Dans ces conditions, la prétendue «union européenne» reste entièrement prisonnière de la logique impérialiste des superpuissances. Elle consiste à renforcer le dépeçage de cette région en deux zones plus ou moins unifiées sous la houlette respective, premièrement des deux bourgeoisies, l'ancienne et la nouvelle, deuxièmement des deux citadelles impérialistes, les États Unis et l'URSS. A soi seul, ceci condamne «l'Europe» des bourgeois.

La marge de manœuvre de l'Europe de l'Ouest par rapport aux américains demeure du reste faible. Sur le plan directement économique, les capitaux américains occupent en Europe de l'Ouest des positions de puissance considérables, et la tendance ne semble pas devoir se renverser de sitôt. Sur le plan monétaire, et malgré son affaiblissement, le dollar demeure la monnaie des échanges internationaux. Sur le plan militaire surtout, face à la menace social-impérialiste, l'autonomie des pays d'Europe est quasi nulle. Tout démontre qu'à défaut d'un engagement américain, et dans l'incapacité de s'appuyer sur le peuple, incapacité propre à tous les états impérialistes décadents, les gouvernements de pays comme la France s'écrouleraient à la première pression militaire un peu vive.

De là la politique de louvoiement et de servilité bilatérale qui est celle des Giscard et des Schmidt face aux deux superpuissances. Les récentes déclarations de Giscard à Moscou en sont un exemple frappant, en ce qu'elles reconnaissent quasi ouvertement la nécessité de «tenir compte» des intérêts de grande puissance de l'URSS. Ne fâcher sérieusement personne, telle est la règle. Aucun ressort d'indépendance véritable là-dedans.

L'Europe en cours n'est que la petite monnaie anti-populaire des petits impérialismes

Bien qu'ils n'aient que «l'union» à la bouche, les états impérialistes d'Europe de l'Ouest sont rivaux pour le maintien de leurs débouchés et pour l'approvisionnement en matières premières. Dans ces temps de crise, face aux superpuissances, face à l'agressivité commerciale du Japon, face à la montée de certains grands pays du Tiers Monde, c'est à qui se placera le plus vite pour piller activement les peuples, c'est à qui conservera ses néo-colonies, ses chasses gardées en Afrique ou ailleurs.

Giscard le répète sur tous les tons : la «restructuration» de la France (c'est-à-dire : liquidation d'usines, vidage des campagnes, surexploitation des immigrés, expéditions militaires en Afrique, polices et lois scélérates) n'a qu'un seul but : rattrapper l'Allemagne dans la course impérialiste.

L'union, un peu. La rivalité, toujours.

La prétendue «unité» des états d'Europe de l'Ouest concerne exclusivement leurs intérêts communs contre les peuples, ceux du dehors et les leurs propres.

Il s'agit tout d'abord de s'unifier entre États pour pratiquer des interventions combinées de caractère agressif et impérialiste. C'est le cas quand, face à une menace, soit des peuples, soit des autres impérialismes (notamment les russes), la «stabilisation» d'un fantoche passe avant la rivalité pour savoir qui l'achète. Français et Belges collaborent actuellement à la remise en état de l'appareil de répression de Mobutu au Zaïre. C'est le cas en Europe du Sud, où la nouvelle bourgeoisie avec ses partis «communistes» est très active, et où surtout des grandes tempêtes populaires font vaciller un parlementarisme sans base matérielle solide. Les allemands ont activement travaillé à la «stabilisation politique» au Portugal, cependant que la France est spécialement active en Grèce, et que tout le monde suit de près les événements en Espagne et en Italie.

Du reste, en direction des plus fragiles de ces pays, il y a toute une politique concertée visant à les intégrer comme domaine réservé collectif des impérialismes plus puissants de l'Europe du Nord. On bloquera en partie leur développement, on spécialisera leur agriculture quitte à liquider par la violence le peuple des campagnes, et on les inondera de produits allemands et français payés plus cher, au bout du compte, que leurs équivalents japonais ou américains.

La contrepartie, si l'on peut dire, est de deux ordres :

- maintenance de l'esclavage ouvrier pour les immigrés de ces pays (Giscard favorisera les portugais contre les arabes, Schmidt les grecs contre les turcs),
- «protection» garantie à la fois contre les nouveaux bourgeois et contre les révolutionnaires.

Voilà un vaste champ d'action pour l'Europe «unie» ! Voilà l'enjeu du débat sur l'admission dans la CEE de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce.

Le deuxième volet, c'est la lutte conjointe des États contre les révolutionnaires. La convention «antiterroriste» européenne, le projet d'espace judiciaire européen, sont les instruments nouveaux d'une persécution globale de tous ceux qui veulent organiser les forces prolétaires et populaires des différents pays.

L'affaire Negri, et la dimension européenne que polices et presses réactionnaires, de droite ou de «gauche», PCI et PCF en tête, veulent absolument lui donner, montre bien sur quelles provocations repose l'Europe policière et judiciaire en marche. En l'occurrence, le «terroriste» est non seulement, comme toujours, le révolutionnaire, mais même l'intellectuel contestataire.

Non, il n'y a, pour l'activité politique concrète au service des peuples, et même pour le simple droit d'opinion, rien de bon à attendre de l'Europe du scrutin du 10 Juin.

La campagne contre «l'Europe germano-américaine» est une campagne réactionnaire

Un mouvement, centré sur les gens du CERES et quelques intellectuels anciennement progressistes, avec compagons de route du PCF, mènent tapage contre «l'Europe germano-américaine». Cette conception est triplement réactionnaire :

1. Elle est chauvine. En quoi l'Allemagne est-elle plus impérialiste, plus dangereuse, plus anti-populaire que la France ? Une Europe centrée sur l'impérialisme français vaudrait-elle mieux ? Le vieux sentiment chauvin anti-allemand (le même utilisé par le PCF) est le seul ressort de masse d'une telle campagne. C'est la manie de certains français, dans une allégeance sans fin à l'État national, de voir le «fascisme» et l'impérialisme chez les autres, jamais chez eux. Pour nous, Giscard, jugé sur les faits, Afrique, immigrés, chasse aux «terroristes», oppression des minorités nationales, nucléaire sauvage etc... n'a rien à envier à Schmidt.

2. Cette conception fait le jeu du social-impérialisme. En dénonçant de façon unilatérale la position dominante actuelle des États Unis en Europe de l'Ouest (ce qui est exact) sans prendre clairement position sur l'ensemble de l'Europe, on esquisse la menace russe comme danger actuel de guerre principal en Europe. N'y a-t-il pas à l'Est une Europe «germano-soviétique», celle de Honeker et de Brejnev ? Tout aussi anti-populaire que «l'axe» Carter-Schmidt ? De fait, cette campagne converge entièrement avec celle du PCF contre les allemands (et aussi les espagnols et les italiens) et pour le «produisons français», campagne dont le revers est la thèse du bilan «globalement positif» de l'impérialisme soviétique...

3. Cette conception est capitularde. Sur l'Allemagne, elle accepte en silence, voire souhaite ouvertement le maintien indéfini, de la division en deux. C'est pourtant là la clef des problèmes politiques allemands, qu'on prétend dénoncer. Sur l'Europe, elle exige le retrait américain mais sans le lier au retrait russe. Sur la forme sociale, on attaque les multinationales du capitalisme classique, mais on ne souffle mot du capitalisme monopoliste bureaucratique d'État. Tout cela se

concentre dans le fait qu'on ne souffle mot non plus de la rivalité impérialiste dans la région et du risque de guerre. Le pacte de Varsovie et le surarmement soviétique seraient-ils une aimable façade «socialiste» ? Inspirée par le pacifisme anti-américain, cette doctrine prépare des surprises et des capitulations. Nous ne voulons certes pas d'une Europe germano-américaine, mais pas plus d'une Europe franco-russe...

L'Europe vue du maoïsme en France : Cinq points pour la pensée et pour l'action

1. Le cadre réel d'unité des peuples embrasse à la fois l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. Non à l'Europe croupon et divisée des impérialismes et des superpuissances !

Ce n'est qu'à échelle de l'Europe historique, celle qui unit l'Est et l'Ouest, celle à laquelle appartiennent tout autant Prague et Varsovie que Londres et Madrid, qu'une action européenne populaire peut se déployer sur deux fronts :

- contre les deux bourgeoisies quant à la question de la révolution,
- contre les deux superpuissances quant à la question nationale et à la question de la guerre.

2. Le parlementarisme européen exprime la société impérialiste classique, tout comme le parti nouveau bourgeois unique et social-fasciste exprime et dirige la société social-impérialiste, la société capitaliste bureaucratique d'État. Il faut attaquer et refuser les élections européennes. Abstention, là comme ailleurs !

La force du parlementarisme n'arrive d'ailleurs pas à sortir de ses enjeux nationaux. Les quatre forces politiques bourgeoisies en France (UDF, RPR, PCF, et PS) vont se compter dans l'optique des présidentielles de 1980, et plus encore en vue d'une recomposition de la majorité, selon un

axe «européen» UDF/PS contre les chauvins arriérés du RPR et les chauvins populistes du PCF.

Voter, c'est uniquement arbitrer entre les bilans bourgeois des élections de Mars 78. Il faut se tenir à l'écart.

3. Il faut agir en fonction des combats populaires engagés, de leur nouveauté politique, et bâtir là-dessus, dans la vie du marxisme de notre temps, la confiance réciproque des peuples d'Europe. Trois grandes causes immédiates : l'émeute ouvrière polonaise, la résistance des paysans du sud du Portugal, la libération nationale du peuple irlandais.

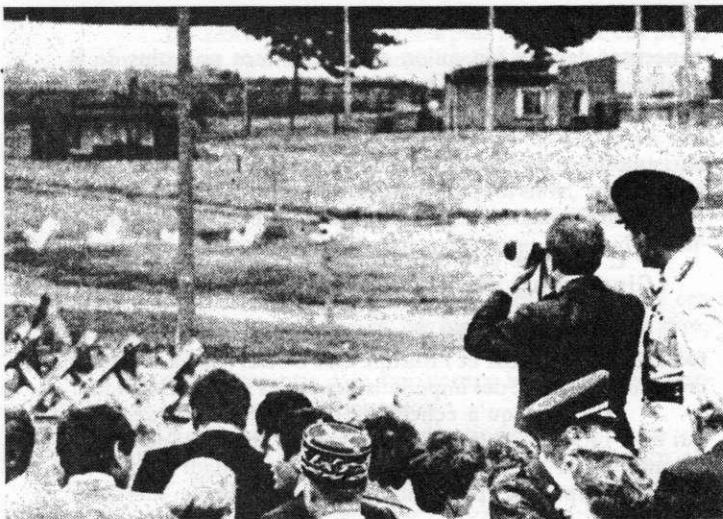
Notre Europe est celle de l'internationalisme. Nos mots d'ordre sont ceux de son actualité, au regard des situations de masse politiques, de la lutte sur deux fronts, du développement du pôle politique maoïste. Nous disons aujourd'hui :

- solidarité avec la classe ouvrière polonaise, à l'avant-garde des révoltes de masse contre l'occupant russe et le social-fascisme. Vive les héros prolétariens de Gdansk, d'Ursus et de Radom !
- solidarité avec les paysans du Sud du Portugal, qui ont révolutionné les campagnes et qu'on veut faire entrer dans le rang par la force. Vive l'occupation des terres ! A bas les réformes agraires des deux bourgeoisies ! Vive les coopératives du peuple !
- solidarité avec le peuple irlandais dans sa lutte séculaire et inachevée contre le colonialisme anglais. Vive l'Irlande réunifiée, libre et démocratique !

4. Il faut reconnaître que l'Allemagne est la grande question ouverte en Europe ; il faut soutenir tout ce qui fait avancer un point de vue populaire dans le sens de la réunification du pays, contre les deux superpuissances occupantes et leurs complices des deux bourgeoisies !



Le peuple d'Irlande chassera l'occupant anglais.



La question nationale Allemande, clef de la situation en Europe.
Des deux côtés du Mur, Brejnev et Carter inspectent leurs bases Allemandes.

Le bilan de la 2^{ème} guerre mondiale a laissé l'Allemagne divisée. C'est un bilan impérialiste. La question nationale allemande existe, et sera résolue, d'une manière ou d'une autre.

Nous soutenons la perspective d'une réunification de l'Allemagne contre les deux superpuissances, et contre les deux bourgeoisies. Ni Schmidt, ni Honeker ! Troupes étrangères hors d'Allemagne !

5. Il faut faire une force européenne contre les procès politiques, les extraditions, la Convention «anti-terroristes» et toutes les mesures d'entraide anti-populaire des États impérialistes.

La persécution des révolutionnaires exilés, la fin du droit d'asile, sont un des objectifs de l'Europe des impérialismes. S'y opposer, c'est organiser partout la lutte contre les actes des États, et en particulier les extraditions et procès politiques. Des victoires sont possibles, comme on l'a vu avec Bellavita, Mac Cann et certains militants basques. Il faut aussi tirer les leçons des défaites (Croissant, G. Winter...)

L'affaire Négri a montré une tendance au rétablissement du délit d'opinion pur et simple. Une vaste campagne européenne a été lancée à ce sujet, dans la presse bourgeoise, contre le droit d'être un intellectuel révolutionnaire.

Là encore, la solidarité révolutionnaire européenne doit jouer contre la Sainte-Alliance réactionnaire, au premier rang de laquelle on trouve les Partis révisionnistes (cf. la campagne déchainée du PCI et du PCF contre Négri).

6. Face à la caricature du parlementarisme, mener la politique du peuple.

Les élections du 10 Juin donnent l'exemple d'un parlementarisme caricatural.

a- Les «débats» ne sont que des fictions creuses. Tout le monde pratique finalement le chauvinisme, et dissimule entièrement le but de sa politique.

b- Les regroupements parlementaires objectifs sont à l'opposé de ceux de Mars 78 : Mitterrand et S. Veil sont évidemment d'accord, Chirac et Marchais ne sont pas loin. Mais ces convergences ne mènent à rien pour l'instant. En fait, seul Giscard - via S. Veil - va marquer des points, car seul il a la force de pouvoir de sa politique.

Ainsi se confirme que le parlementarisme n'est qu'une machine à organiser les rapports politiques existants.

Il n'y a aucune raison de voter, ni même de faire campagne : la scène parlementaire est vide ; les masses n'y seront que la matière d'un sondage pour les prochaines élections présidentielles.

Les exigences des batailles politiques du peuple (front de classe immigré, licenciements et chômage, remembrement autoritaire, minorités nationales, soutien au Cambodge...) n'ont jamais été aussi étrangères aux échéances parlementaires des deux bourgeoisies.

N'en parlons plus.

dernierement paru aux éditions potemkine

Catherine Quiminal : «L'INVASION DU CAMBODGE PAR LE VIETNAM, éléments d'histoire et points de repère »

prix: 7 Francs

UCFML : « Des années 60 aux années 80, LA SITUATION MONDIALE ET LES TACHES DES RÉVOLUTIONNAIRES »

prix: 3 Francs

en vente:

Librairie Internationale : 2 rue Boulard - 75 014 Paris

La Bouffée d'Air: 35 rue Bouchardon - 75 010 Paris

Librairie Norman Béthune: boulevard Saint Michel - Paris

Librairie Potemkine: 2 place Notre dame du Mont - 13 006 Marseille

INTERNATIONALISME PROLETARIEN

NE JAMAIS OUBLIER LA LUTTE DES CLASSES AU PORTUGAL

Le mouvement paysan de l'Alentejo, le mouvement des occupations de terres et des coopératives agricoles, traverse aujourd'hui une épreuve. La logique de la politique de «désoccupation» des terres engagée par le gouvernement est fondamentalement une logique de réduction draconienne des effectifs du peuple des campagnes du Sud, dans la perspective de l'entrée du Portugal dans le Marché Commun.

Les paysans des coopératives de l'Alentejo ont pour ennemis directs les forces armées de la G.N.R. et les anciens propriétaires fonciers, qui sont les instruments de la politique du gouvernement dans le Sud. Dans l'étape en cours, plusieurs interventions extrêmement brutales de la G.N.R. contre les rassemblements de protestation des paysans contre les désoccupations, ont eu pour objectif de signifier aux paysans qu'il n'y aurait pas de discussion avec eux, que la volonté était de briser leur mouvement, de les disloquer.

Leur propre volonté de résistance s'exprime à travers leur présence massive lors des rassemblements organisés par les directions des coopératives et les syndicats agricoles selon la perspective du P.C.P. d'une agitation mesurée visant à faire tomber le gouvernement. Mais un mouvement de résistance ne peut trouver sa voie que sur le terrain d'un bilan (qui est à l'oeuvre dans les faits) du développement suivi par les coopératives, et sur des nouveautés dans le rapport du peuple des villes à ce qui se passe dans les campagnes. Sur ce dernier point, l'isolement des paysans est total : il n'y a jamais eu le moindre détachement ni ouvrier ni de la jeunesse à leurs côtés lors d'une désoccupation, rien qui indique, pour eux, la possibilité d'un nouveau rapport de force face à la G.N.R., maintenant que le M.F.A. a disparu de la scène politique et qu'il ne neutralise donc plus le poids de la G.N.R. (comme il l'avait fait, aux yeux des paysans, en 1975 au début des occupations de terres).

C'est à propos des terres occupées et des coopératives qu'est ouverte aujourd'hui la question de savoir si la lutte de classe se poursuit au Portugal. Contre les 2 bourgeoisies, c'est le plan d'épreuve décisif aujourd'hui de l'existence, ou non, d'une politique révolutionnaire, d'une politique maoïste.

Convaincus de cela par leur enquête de février 1979 sur les désoccupations en cours, les Comités Portugal Rouge Ouvrier et Paysan Vaincra (PROPV) ont engagé une campagne de solidarité avec les paysans du Sud du Portugal. Un montage-diapositives sur l'histoire de l'ensemble du mouvement est en cours de réalisation. Une première réunion publique a regroupé à Paris une cinquantaine de personnes au mois de Mai. Les deux textes qui suivent émanent de cette réunion. Nous les mettons à la disposition des camarades pour que s'engage leur mobilisation pour cette campagne.

Dans la bataille qui les oppose aujourd'hui aux latifundiaires et à la GNR, les travailleurs agricoles des coopératives ont conscience que leur existence est en jeu. Leur point de vue sur le sens des «restitutions de terres», c'est qu'on veut les supprimer purement et simplement comme peuple des campagnes. Ils l'expriment en disant que la GNR veut «les tuer», «matar a gente». Ils voient qu'une fois les terres désoccupées, les terres restituées aux latifundiaires restent pour la plupart à l'abandon.

Aucun plan de relèvement sérieux n'est assuré par des propriétaires fonciers qui pour la plupart sont en ville et occupent des postes importants dans l'administration, ou ont des professions libérales. Le point de vue des paysans est que, si cette situation continue à empirer, cela va faire du sud un désert, de faim et de misère. Déjà beaucoup de coopératives n'ont presque rien à manger, et l'émigration forcée commence.

Ont-ils raison ?

Quelle est la logique politique et économique des désoccupations ?

L'enquête dans le sud, dans les coopératives, ne suffit pas pour répondre à cette question. Il faut avoir un point de vue sur la politique d'ensemble du gouvernement portugais. L'objectif de ce rapport est de clarifier cette politique, en partant des questions que se posent les travailleurs des coopératives.

LA LOGIQUE DES DÉS OCCUPATIONS

Une première chose est certaine :

Depuis 1976, la politique d'Eanes et des gouvernements successifs est de tout faire pour stabiliser au Portugal une voie parlementaire «à l'Européenne» qui empêche à la fois un coup d'état fasciste, et une nouvelle accession du PCP (Parti «Communiste» Portugais) au pouvoir d'État.

Pour cette politique là, il y a un prix à payer : l'appui (financier en particulier) des USA et surtout de l'Europe riche a pour contre-partie que ces pays se mêlent de dicter au gouvernement portugais ce qu'il doit faire ; et de réorganiser l'économie portugaise en fonction de leurs propres intérêts impérialistes.

Cette politique là a des effets immédiats et de très grande ampleur sur la situation dans le sud du Portugal : l'entrée du Portugal dans le marché commun ne peut se faire, aux yeux des impérialistes, qu'au prix d'une restructuration agricole liquidant le nouveau peuple des campagnes du sud. Ceci entre en ligne de compte de façon non négligeable dans le caractère brutal de l'attaque contre les coopératives.

Le peuple des campagnes du sud a aussi comme ennemi les impérialistes du marché commun qui, sans ambage, déclarent que les paysans portugais sont trop nombreux : 28 %, alors que les chiffres admis théoriquement par la CEE en matière de population agricole en Europe varient entre 5 et 11 % : il faudrait donc réduire à 1/4 de leur chiffre actuel les paysans portugais.

Cela signifie :

a- Dans le Sud, il faudrait donc réduire à néant le nouveau peuple des campagnes qui s'était constitué dans le feu du mouvement d'occupation des terres et qui avait repeuplé les campagnes du sud en donnant du travail au plus grand nombre possible.

Le ministère de l'agriculture a déclaré que dans le sud, la productivité serait améliorée par la formation de propriétés moins vastes, plus faciles à gérer, et requérant moins de main d'œuvre. La CEE est favorable à ce point de vue.

La CEE déteste la situation qui existe dans le sud du Portugal. Certes, parce que le PCP s'y trouve. Mais aussi parce qu'il y a là une véritable logique de masse du travail collectif, et de la suppression du chômage qui est un défi insupportable à la logique impérialiste et capitaliste. Aussi quand la CEE parle de l'agriculture à maintenir au Portugal, elle parle principalement du Nord.

b- Dans le Nord, il s'agira de liquider les petites exploitations familiales, de poursuivre l'élimination des paysans pauvres qui sont très nombreux, afin d'augmenter la taille des exploitations et de soutenir un plan de mécanisation de l'agriculture.

Réduire la population agricole est mis en avant comme un point essentiel, décisif, en ce qui concerne les transformations de structures, nécessaires au Portugal, pour devenir membre de la CEE. Et les paysans du Sud du Portugal devront en payer le prix le plus lourd. Dans ces conditions, quelles sont les chances des paysans du sud du Portugal de briser cette offensive contre eux ?

UNE LONGUE BATAILLE

Plusieurs facteurs sont à prendre en compte, qui font que (à tout le moins) la bataille engagée depuis 1976 risque d'être encore prolongée, et de connaître des phases nouvelles :

a- Le premier de ces facteurs, ce sont les contradictions qui existent entre l'État portugais et la CEE, sur le rythme du processus de transformation de l'agriculture, à cause de la situation interne au Portugal :

L'État portugais doit tenir compte de la situation de tension des paysans contre les désoccupations, des vastes rassemblements de refus de chaque désoccupation, de la ténacité du mouvement sur ses objectifs.

Il doit tenir compte aussi de la politique du PCP contre l'entrée du Portugal dans le marché commun. Ces 2 facteurs poussent les responsables portugais chargés de négocier l'entrée du Portugal dans la CEE, à insister à Bruxelles pour que ce soit «les considérations d'ordre politique et social qui conditionnent le rythme selon lequel devront s'accomplir de profondes mutations dans le secteur agricole».

Ce qui montre le caractère prolongé, pas encore tranché de la bataille entre les paysans du sud, les agrariens et l'État portugais. L'adhésion proprement dite ne devrait pas intervenir avant 1983, de plus une période de transition de 5 à 7 ans a été déclarée nécessaire pour l'application des plans de restructuration.

b- Les contradictions internes à la bourgeoisie portugaise jouent aussi un rôle de frein dans la politique des désoccupations.

- A preuve, les crises parlementaires et les ministères ou gouvernements qui tombent sur cette question depuis 1976.

- L'ancienne bourgeoisie, le CDS, le PSD, la CAP (Confédération des Agriculteurs Portugais), le CIP (Confédération des Industriels Portugais), bien que les plans de restructuration et de développement pour l'agriculture et l'industrie portugaises entrent pour une part en contradiction avec leur développement propre comme bourgeoisie, n'a guère le choix : elle a besoin des prêts de la CEE pour assurer sa propre voie, de développement capitaliste moderne, et affermir son pouvoir politique.

- Le PCP s'oppose aux autres partis sur 2 points :

1. Le PCP proclame tout haut et fort la productivité, la rentabilité des coopératives. Pour lui, les défendre c'est «défendre la nation» ; il appelle à des «batailles de la production» dans le sud, des batailles «patriotiques» pour montrer que les coopératives, cela rapporte. En 1976, il avait réussi ainsi à faire inscrire «la réforme agraire» dans la constitution portugaise.

2. Par ailleurs, il fait campagne contre le marché commun «impérialiste», et pour le resserrement des liens avec le COMECON. On trouve d'ailleurs dans certaines coopératives des tracteurs bulgares, des moissonneuses tchécoslovaques, «dons persuasifs».

La politique du PCP retarde donc en partie le processus des désoccupations en créant une agitation parlementaire importante.

Vue du face à face,
le matin, de la GNR
et des 500 travailleurs
des coopératives,
rassemblés à Mora
pour protester contre
la désoccupation.
(Février 1979)



c- Le troisième facteur (le plus important) c'est la situation de masse elle-même : pour l'instant, le mouvement de masse n'a pas trouvé sa voie. Mais les phases nouvelles peuvent surgir, il faut y être attentifs.

d- Le quatrième facteur, c'est à la mesure de nos forces, notre propre campagne ici, de solidarité de classe, de solidarité politique. Ce que nous pouvons faire dans ce sens, nous devons tous le faire.

LES CONSÉQUENCES D'UNE DÉFAITE SUR L'ÉMIGRATION DU PEUPLE PORTUGAIS

Sur les conséquences d'une restructuration impérialiste par les pays riches de l'Europe, au Portugal, les prises de positions des économistes européens sont sans équivoque : elles entraîneraient un exode massif qui ne peut pas être compensé dans l'immédiat par l'absorption des paysans dans le secteur industriel, au Portugal même. Ce qui attendrait donc le peuple portugais dans cette situation, c'est une nouvelle émigration massive, cette fois venue aussi des campagnes du Sud.

Ceci est d'une importance toute particulière pour nous en France. Car nous savons par ailleurs que la bourgeoisie a le projet de «renouveler» l'immigration, à force de lois et mesures racistes contre les camarades immigrés.

En pratiquant des «mesures spéciales», vis à vis des ouvriers portugais, le gouvernement et l'État veulent diviser les ouvriers par nationalités : par exemple, il dit : «arrêt de l'immigration familiale», mais cette mesure ne touche pas les ouvriers portugais et leur famille. Aujourd'hui, avec l'entrée du Portugal dans le marché commun, le gouvernement français va aussi, en application des accords avec le Portugal, accorder des mesures spéciales pour l'immigration portugaise dont les «droits» seraient les mêmes que pour l'immigration provenant des autres pays d'Europe.

Il essaie ainsi de faire croire aux ouvriers portugais et à leurs familles qu'ils vont être protégés et qu'ils peuvent donc marcher avec le gouvernement.

RALLIER LES OUVRIERS PORTUGAIS EN FRANCE

Il nous faut combattre cette politique en expliquant aux camarades portugais le rôle de l'impérialisme français dans la ruine et l'élimination de la grande majorité des paysans des coopératives du Sud :

1. Il faut expliquer que si le mouvement des coopératives est démantelé, la situation de misère et d'émigration sera encore aggravée pour tout le peuple portugais.

2. Il faut expliquer qu'il y a dans le sud du Portugal un mouvement de masse politique du peuple qui doit être défendu par tout le peuple, ouvrier et paysan, du Portugal. Il faut en connaître l'histoire, l'importance, en montrant comment il ne se confond pas avec la politique de la nouvelle bourgeoisie du PCP. Pour cela, il faut travailler avec les Comités Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincre (PROPV).

3. Bien voir le rôle de la CEE et de l'impérialisme français dans les désoccupations permet de comprendre l'enjeu et l'ampleur de la bataille politique qui oppose sur le terrain, le mouvement des paysans du Sud aux latifundiaires et à la GNR.

4. En France, le PCF fait une campagne ultra-chauvine et démagogique contre l'entrée du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce dans le marché commun. En ce qui concerne le Portugal, le fond de cette campagne est très clair. Elle appuie purement et simplement les plans de la CEE visant à liquider les paysans du sud du Portugal pour son propre bénéfice. Sans doute le PCF trouve-t-il que cette liquidation, si la CEE la fait, ne sera pas assez étendue !

5. Par ces temps de crise : en Bretagne, c'est le remembrement capitaliste, en Lorraine, la liquidation d'un peuple et d'une région. Mais la bourgeoisie française participe activement aussi à la restructuration impérialiste du Portugal.

Alors, prendre parti pour les paysans du Sud, être des internationalistes, en Europe, par rapport aux peuples, c'est répondre activement à l'appel des comités PROPV pour une campagne de solidarité avec les paysans du Sud du Portugal ; et à notre appel à engager un travail de masse pour rallier des camarades portugais à la cause des travailleurs du Sud du Portugal et à la politique révolutionnaire en France.

le 20-5-79



Groupe d'enquête
des Comités P.R.O.P.V.
en discussion avec
des femmes de la
coopérative de
Cabeçã, le jour de
la désoccupation,
autour d'un feu
allumé l'après-midi.
(Février 1979)

LES BASES D'UN TRAVAIL DE MASSE AUPRES DES IMMIGRÉS PORTUGAIS EN FRANCE POUR LES RALLIER AU MOUVEMENT PAYSAN DU SUD

Il y a au Portugal deux sortes de campagnes bien différentes :

* Dans le nord du pays, les paysans cultivent eux-mêmes des petites parcelles de terres. Ils en sont propriétaires ou encore ils les louent en fermage ou en métayage. L'immense majorité des paysans du nord sont des paysans pauvres qui produisent à peine de quoi s'alimenter : c'est ce que les bourgeois appellent l'agriculture « d'auto-subsistance ». C'est pour cela que beaucoup de paysans du nord ont émigré vers l'Europe riche pour faire vivre leur famille et eux-mêmes.

La chute du gouvernement fasciste, le 25 Avril 74, n'a rien changé pour les paysans du nord. Au contraire. Les promesses du M.F.A. et du P.C.P. n'étaient pas tenues. Le P.C.P. occupait les municipalités, les anciennes associations d'agriculteurs. Alors dans l'été 75, éclate une grande révolte contre ces « nouveaux seigneurs ». Une révolte juste qui ouvre la question de la transformation des campagnes du Nord. Elle ouvre ces questions - et c'est un fait historique d'une immense importance pour les paysans du nord - mais elle ne les résoud pas : il n'y a pas eu de mouvement sur la question de la terre dans le Nord.

* Dans le sud du pays, les paysans n'ont jamais eu de terres. Sous le fascisme, ils travaillaient comme salariés agricoles sur d'immenses propriétés appartenant à de grands propriétaires : les latifundiaires. La vie des paysans était très misérable surtout à cause du chômage quasi-permanent, et de l'absence de tous droits.

En 1975, les salariés agricoles et des gens du peuple occupent les grandes propriétés. Ils réalisent très rapidement l'objectif central de leur mouvement : du travail pour tous. Ce n'est plus tout à fait la situation de misère des années noires fascistes.

DES DIFFÉRENCES INSTRUMENTÉES

Le nord et le sud sont différents. Ces différences, les forces bourgeoises portugaises les ont constamment utilisées pour dresser le peuple paysan du nord et le peuple paysan du sud l'un contre l'autre.

- Le PSD, le CDS, la CAP, partis de l'ancienne bourgeoisie et des anciens fascistes dressent les paysans du nord contre ceux du sud : ils disent aux gens du nord que les paysans du sud et le PCP, c'est la même chose, que le sud c'est le collectivisme, les partageux, que les paysans du sud veulent prendre leurs terres à ceux du nord.

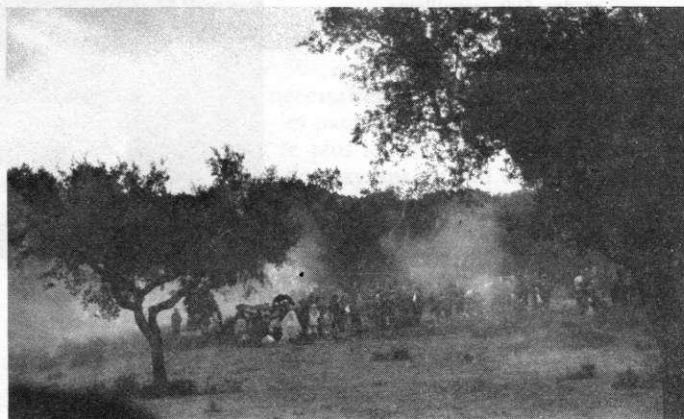
- Le PCP, parti de la nouvelle bourgeoisie veut, lui, organiser les paysans du sud contre les paysans du nord, contre les paysans soi-disant réactionnaires, obscurantistes, etc...

Ces politiques ont leurs effets négatifs auprès des paysans du Nord et du Sud du Portugal.

Nous en mesurons ici aussi les effets, auprès des camarades portugais immigrés. Ils sont jusqu'à présent majoritairement issus du peuple paysan du nord, de son exploitation, de sa misère. Les ouvriers portugais ici sont souvent contre le P.C.P., le P.C.F., les syndicats, mais ils sont très souvent favorables aussi aux idées de l'ancienne bourgeoisie.

Le travail révolutionnaire auprès des camarades portugais est de leur expliquer qu'il n'y a pas plus d'avenir pour le peuple du côté de l'ancienne bourgeoisie, qu'il n'y en a du côté de la nouvelle. C'est donc l'inverse de ce qu'il faut faire généralement auprès de beaucoup d'ouvriers français !

Il faut montrer aux camarades portugais que le PSD, le CDS, la CAP, ne sont pas des amis pour les paysans du Nord. Il faut aussi leur montrer que le P.C.P. et le mouvement des paysans du Sud sont deux choses bien différentes.



Les masses paysannes au cours d'une désoccupation, dans le paysage caractéristique du Sud.

LA POLITIQUE DU P.C.P., SA « RÉFORME AGRAIRE »

Pour la bourgeoisie, en 1974 la question de la transformation des campagnes du Sud n'est pas une question neuve. Bien avant le 25 Avril, une partie des fascistes eux-mêmes étaient partisans d'une modernisation des structures agraires du Sud, mais bloqués (pour sa réalisation) par leur base de masse dans le Sud lui-même, à savoir les latifundiaires archi-réactionnaires.

L'autre force politique qui ait eu un plan et un projet de longue date pour le Sud, c'est le P.C.P. D'une réforme agraire pour le Sud, le P.C.P. en parle depuis toujours dans ses programmes, à sa manière à lui.

Entre le 25 Avril 74 et le début des occupations, (dans une période où le M.F.A., qui gouverne, manque de projet politique concret), le P.C.P. prévoit, en gros, pour le Sud :

1- L'expropriation, limitée dans le cadre d'une loi, d'une partie des propriétés (en fait principalement l'expropriation des terres en friches, non cultivées).

2- Le maintien de la propriété privée, notamment de la propriété des terres restant aux agrariens.

3- Les terres expropriées seront exploitées soit individuellement, soit en coopératives, soit en entreprises, soit directement par l'État.

Le plan du P.C.P. pour le Sud est en fait un projet très modéré de morcellement des grandes propriétés, un rééquilibrage des propriétés justifié par l'importance pour le P.C.P. à ce que tout soit cultivé. Modéré : parce que le P.C.P. protège le secteur privé, tout en introduisant timidement l'État dans les campagnes.

Le P.C.P. va se battre pour ce plan. Dans le Sud, il prépare activement la force interne indispensable pour ce plan : dans l'été 74 apparaissent les premiers syndicats agricoles, qui sont la première forme d'organisation qui voie le jour pour les salariés agricoles.

Ces syndicats engagent dès lors la lutte pour l'augmentation des salaires, et une bataille sur les droits sociaux (qui n'existent pas pour les paysans du Sud).

1974

Dans cette première phase :

Une lutte serrée s'amorce entre le PCP et les syndicats d'une part et les latifundiaires d'autre part. La résistance de ces derniers vient de l'agitation grandissante sur les propriétés parmi les salariés agricoles.

Les agrariens fascistes réagissent aux initiatives du PCP en pratiquant une politique de sabotage, en allumant des incendies, en important du bétail vers l'Espagne, en ne ramassant pas les olives ...

A cela, le MFA (avec le PCP) répondent par une loi qui autorise l'expropriation s'il y a sabotage, et si le rendement est insuffisant.

Forts de cette loi, les syndicats essaient d'obtenir des latifundiaires, l'embauche des chômeurs sur les terres. Si l'agrarien refuse, ils occupent les terres en friches. Cela donne un tout petit nombre d'occupations dès la fin 74 (4 ou 5 cas).

En janvier 75, le syndicat de Beja lance le mot d'ordre d'occuper les terres abandonnées. Jusque là, tout ceci colle parfaitement avec le projet du PCP dans le sud.

1975 : L'OCCUPATION DES TERRES

Deuxième phase :

Ce que personne n'avait prévu c'est que les paysans allaient occuper toutes les terres.

Les latifundiaires sont quasi dépossédés ; entre mars et août 75, 500 000 ha sont occupés, donc la moitié, déjà, de ce que seront l'ensemble des occupations (plus d'1 million d'ha). Les paysans du sud et des gens du peuple prennent toutes les terres parce qu'ils ont l'idée que la période leur est favorable, le MFA les encourage, la GNR est neutralisée, les latifundiaires n'ont plus de forces armées pour intervenir. Ils occupent toutes les terres parce qu'à leurs yeux c'est nécessaire pour pouvoir donner du travail au plus grand nombre. Plus il y a de terres prises, plus il pourra y avoir de travailleurs dessus.

1976-1978 : QUELLES COOPÉRATIVES ?

Troisième phase :

- Le PCP, en face de ce mouvement de masse, doit donc modifier sa politique, ses plans, comme tout le monde. Il lui faut une politique pour faire valoir ses intérêts dans le mouvement, à la faveur du mouvement. Le PCP décide alors d'appuyer les occupations, prend l'initiative de certaines.

- Ses plans sont aussi modifiés parce qu'il doit tenir compte de la volonté de masse de faire des coopératives sur les terres. Les paysans n'ont pas repartagé les terres entre eux, après l'occupation. Ils ont décidé de travailler collectivement. Ce sont eux qui ont voulu la possession collective des terres et le travail collectif.

Alors commence une nouvelle étape, où la lutte s'engage, cette fois, à propos des coopératives elles-mêmes, de ce que doit être leur fonctionnement, leur voie de développement.

Le PCP définit progressivement une voie originale des coopératives capitalistes, qu'il imposera de l'intérieur du mouvement. D'abord :

1. Il pousse à ce que les coopératives se rassemblent en énormes «Unités Collectives de Production», plus difficilement contrôlables par les masses que les coopératives initiales. A ses yeux, il s'agit aussi d'unités de production plus rentables et plus fortes.

2. Il fait une loi en 75 qui étatisait l'occupation et les coopératives et les fait dépendre du crédit agricole. Son orientation est d'équiper en machines le plus vite possible, quitte à endetter les coopératives pour cela.

3. Il utilise l'appareil syndical pour infiltrer les coopératives, en prendre la direction, restreindre l'influence des premières directions démocratiques révolutionnaires du mouvement.

4. Il fait intervenir dans les coopératives des «experts» de l'IRA, des centres régionaux de réforme agraire pour établir ce qui sera rentable et productif (cultures et organisation du travail).

5. Les syndicats agricoles établissent pour les coopératives un salaire, fixe et unique, afin que le taux d'exploitation soit réglé une fois pour toutes : ensuite, tous les bénéfices des coopératives, au lieu d'être répartis pour une part aux travailleurs, vont renforcer la politique du profit capitaliste.

C'est un point décisif de l'exploitation des travailleurs agricoles par la nouvelle bourgeoisie du PCP, dans les coopératives : avoir imposé le système du salariat au lieu d'une rétribution par points travail qui est propre au système coopératif révolutionnaire.

6. Il tente même d'utiliser les coopératives pour liquider les paysans pauvres, en poussant à l'occupation de leurs terres par le mouvement.

Face à cette orientation, dans les années 76,77,78, au sein même des coopératives, il y a un début de résistance contre les effets de la politique du PCP dans les coopératives. Il faut se reporter sur ce point à la brochure «Lutte de classe au Portugal» n°4 des Comités PROPV :

- 1. Dans nos enquêtes des années 76-77, nous avons noté à l'intérieur des UCP des points de révolte précis contre le PCP : salaires, secret des comptabilités, pas de démocratie de masse, la question du travail pour les femmes.

- 2. En 76, mouvement des «désannexions», des paysans quittèrent les UCP pour reformer de petites coopératives, plus démocratiques.

- 3. Grèves dans l'été 78 pour l'augmentation des salaires.

En fait, notre conviction est que ce qui a manqué dans cette étape au mouvement, c'est l'organisation politique, un véritable appui politique à la révolte anti-révioniste dans les coopératives mêmes, capable de clarifier les 2 voies dans le développement des coopératives : orientation démocratique révolutionnaire ou capitalisme. A cause de cette absence, cette révolte n'est jamais devenue une politique avec un plan précis, étape par étape, contre les orientations du PCP.

1979 : FACE AUX DÉSOCUPATIONS

Dans la phase en cours, quels sont les rapports entre le PCP et le mouvement des paysans ?

Il n'y a plus dans les coopératives l'enthousiasme de masse du temps des occupations. Les paysans se conçoivent comme des salariés de la coopérative (au sens strict). Mais pour le mouvement, dans la phase actuelle, l'objectif du mouvement reste le même, tenacement : Du travail pour tous.

Le point de vue des paysans est que ni dans la première phase, ni aujourd'hui, la question des propriétaires fonciers n'a pu être résolue jusqu'au bout. Ils ont une conception prolongée du processus avec de bonnes périodes et des périodes difficiles, comme celle d'aujourd'hui.

Aujourd'hui, même si le PCP et le mouvement se côtoient — surtout que le PCP est le seul parti à prendre des initiatives dans le sud à propos des désoccupations (rassemblement sur les terres, manifs etc...) — il n'en reste pas moins que le mouvement est porteur d'un point de vue autonome de celui du PCP sur ce qui se passe, sur l'attaque contre les coopératives, un point de vue autonome sur la lutte des classes dans le sud.

Pour les paysans, la cible c'est la GNR et les latifundiaires, agents du gouvernement dans le sud.

Pour le PCP, la seule cible c'est le gouvernement et plus que le droit au travail, c'est le système des coopératives qu'il défend.

La proximité aujourd'hui du PCP et du mouvement sur des intérêts différents, dans la phase des désoccupations, accumule peut-être une situation explosive. Pour le mouvement, bien des épisodes restent possibles du fait même que le mouvement n'a pas bougé sur ses objectifs. La situation de la bataille reste ouverte.

Ceci est une première indication sur ce qu'ont été et sont les rapports complexes entre le PCP et le mouvement de masse des paysans du sud. Le PCP et le mouvement de masse sont opposés quant aux objectifs dont ils sont porteurs : le PCP, dans le sud, est contre le mouvement démocratique révolutionnaire des paysans. Il est pour le capitalisme d'État dans les campagnes sur le dos des paysans. Pour les paysans du Nord du Portugal, pour les ouvriers immigrés portugais en France, ce sera un grand progrès qu'ils soient avec les paysans du sud contre les 2 bourgeoisies.

MESSAGE DE L'UCFML

Le groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes (U.C.F.M.L.) salue l'initiative des Comités Portugal Rouge Ouvrier et Paysan Vaincra (CPROPV) visant à mener campagne à partir de la volonté de résistance des paysans du Sud du Portugal. La solidarité avec cette volonté de résistance constitue pour nous une des 3 grandes politiques de solidarité internationaliste aujourd'hui en Europe, les deux autres étant la révolution de la classe ouvrière polonaise et la lutte nationale du peuple irlandais.

L'U.C.F.M.L. a lancé et dirigé depuis plus de 4 ans les Comités PROPV. L'activité internationaliste organisée de ces comités est un exemple nouveau, de l'époque du maoïsme, d'application aux causes internes de la solidarité internationaliste. Par leur activité originale au sein du pôle maoïste, les Comités PROPV ont montré comment l'internationalisme était partie intégrante du processus du parti de type nouveau au cœur de l'activité de masse.

Les enseignements de la situation politique de masse au Portugal de 1972 à aujourd'hui se sont incorporés à notre ligne sur des questions essentielles.

C'est particulièrement à partir de l'expérience portugaise - venant consolider notre rapport à la Chine, puis au Cambodge - que nous avons dégagé, en 1977, les 3 critères de l'internationalisme de notre temps :

1- Existence d'une politique révolutionnaire du peuple matérialisée dans des mouvements de masse politiques indépendants des bourgeoisies.

2- Lutte sur deux fronts, contre les deux bourgeoisies et les deux superpuissances.

3- Activité et développement d'un pôle maoïste.

Sur la base du bilan du coup révisionniste du 25 Novembre 1975, du contre-coup réactionnaire classique qui a suivi, du soutien parlementaire du M.R.P.P. à la candidature Eanes, et de l'absence des maoïstes des luttes de classes dans l'Alentejo, nous avons renforcé notre conviction sur un point décisif : c'est de l'engagement résolu du pôle maoïste dans les batailles politiques, sans craindre d'y affirmer son autonomie et de tracer une voie d'avant-garde pour les masses, que dépend le progrès du Parti de type nouveau. Il n'est ni possible de rester spectateur de la lutte

AU MEETING DES COMITÉS P.R.O.P.V.
DU 20 MAI, TENU A PARIS.

des 2 bourgeoisies pour s'assurer le contrôle du peuple, ni défendable de se lier à l'une de ces bourgeoisies sous le seul prétexte de combattre l'autre.

L'ensemble de cette expérience nous a aussi appris que, même dans des circonstances post-fascistes, il n'y a rien de bon à attendre pour le Parti de type nouveau de l'engagement dans le parlementarisme et dans le syndicalisme.

Ces leçons sont d'autant plus importantes que le pôle maoïste portugais a été le premier à se trouver confronté en Europe à une tempête politique de masse de vaste ampleur. Nous ne sous-estimons pas les difficultés de cette épreuve sans précédent. Aussi notre souci est moins de critiquer le passé, que de faire bilan de l'expérience et d'aller de l'avant.

Aujourd'hui, pratiquer ce bilan, c'est faire tout ce que nous pouvons, nous, maoïstes de France, pour nous tenir aux côtés des paysans portugais et à partir de là, faire notre politique dans les masses populaires, y compris la fraction portugaise du prolétariat international de France.

Au moment où les États impérialistes du nord de l'Europe essaient de vassaliser et de piller le Portugal, au prix de la misère de son peuple et de la destruction de la force collective des paysans, la solidarité agissante est un des moyens de mener une lutte antagonique contre l'impérialisme français et son projet d'une Europe de l'entraide des exploités et des polices contre les révolutionnaires et les peuples. C'est aussi contre cette Europe réactionnaire, et donc à leur manière contre le gouvernement Giscard-Barre, que résistent les paysans de l'Alentejo.

Ils sont donc de sûrs alliés fraternels pour notre peuple.

VIVE LA RÉSISTANCE DES PAYSANS DES COOPÉRATIVES DU SUD, QUI DEMEURE LE POINT CENTRAL DE TOUTE LA VIE POLITIQUE AU PORTUGAL ET DONT L'AVENIR RESTE OUVERT !

VIVE LES BATAILLES POLITIQUES OU SE FAIT LE PARTI DE TYPE NOUVEAU !

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN !

VIVE LES COMITÉS P.R.O.P.V. !

NOTES

CHINE - VIETNAM

La Chine a mis fin à son entrée en force en territoire vietnamien. Elle a également commencé à rendre sans contrepartie les prisonniers. Ce sont là de bonnes nouvelles, qui confirment que la logique chinoise en la matière, si elle relève d'une néfaste conception de puissance, n'est en rien de nature impérialiste. C'est le jour et la nuit par rapport - par exemple - à l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS, ou de l'Angola par les mercenaires cubains.

Nous ne pouvons que souhaiter que les choses en restent là, et que l'effort pour combattre le social-impérialisme dans la région, ainsi que l'expansionnisme militaire régional des vietnamiens, se concentre désormais sur l'aide massive, politique et militaire aux patriotes khmers, pour la libération intégrale de leur territoire.

On sait que, dans sa déclaration du 22 février, notre organisation a condamné l'invasion du Vietnam par la Chine (cf. le ML n°35). Les faits ont montré qu'aucun des arguments mis en avant ici pour la justifier ne tenait debout.

- Les vietnamiens n'ont pas négocié, et les incidents de frontière ont repris comme par le passé.

- La pression ne s'est nullement relâchée sur le Cambodge. C'est au contraire dans cette période que les vietnamiens ont envoyé trois divisions supplémentaires et ont tenté en vain d'écraser la résistance du peuple khmer avant la saison des pluies.

C'est donc bien le seul calcul de puissance géo-politique que relevait la décision chinoise : aucune conception cohérente de l'internationalisme prolétarien ne permettait de la justifier.

Nous restons vigilants, avec comme critère fondamental le soutien sans arrière pensée à la guerre de libération nationale du peuple cambodgien, ayant à sa tête le gouvernement légal de Pol Pot, Ieng Sary - Khieu Samphan.

KAMPUCHEA VAINCRA

REMETTONS LES FAITS SUR LEURS PIEDS

Le 5 Janvier 1979, le gouvernement du Kampuchéa Démocratique (Cambodge) après 10 jours de combats acharnés, décide qu'il est désormais nécessaire de se battre dans les campagnes contre la guerre d'occupation de type classique (blindés, aviation...) déclenchée par les Vietnamiens.

Gouvernement en fuite ? Non: choix du terrain et du type de guerre contre l'expansionnisme de type nouveau que tentent les Vietnamiens. Face à cette agression, le gouvernement Cambodgien a organisé la résistance.

Dans un premier temps, la tactique a été de conserver certains points stratégiques: points de fourniture et réserves d'armes....

Ensuite de diviser l'ennemi qui a pénétré dans le pays, d'empêcher les points de jonction entre ses diverses unités. Une chose certaine, aucune vie civile n'a pu être mise sur pied par les Vietnamiens et le FUNSK (gouvernement Cambodgien fantôme).

Enfin, la saison des pluies arrive - mauvaise saison pour les armées d'agression fondées sur les blindés et l'aviation, les américains s'en souviennent encore.

La guerre du peuple Cambodgien, c'est ça mais aussi beaucoup d'autres choses qu'on ne dit pas, qu'on ne montre pas. En tous cas, ce n'est pas ce que l'on dit.

Contre les montages de toutes pièces faits par la presse, venez au MEETING-DÉBAT organisé par le Comité des Patriotes du Kampuchéa Démocratique en France et soutenu par l'U.C.F.M.L. et le Comité Kampuchéa Vaincra de la région parisienne ainsi que par d'autres organisations, le Jeudi 21 Juin à la salle de la Mutualité à Paris, 20 h 30.

U.N.E.E.C.I. - FRANCE

Le 17 Avril 1979, la section U.N.E.E.C.I. de France a occupé l'ambassade de Côte d'Ivoire à Paris. Elle a présenté à cette occasion une motion exigeant :

- la libération des étudiants et travailleurs Ivoiriens arrêtés l'été dernier à Abidjan à la suite de l'affichage et de la distribution de documents contre la vie chère. Ces personnes, dont des militants de l'UNEECI de Côte d'Ivoire et de France, ont été emprisonnés dans des camps militaires depuis cette date.

- l'abrogation de la carte de séjour.

- la reconnaissance de l'U.N.E.E.C.I., menacée de dissolution par l'application de la loi fasciste anti-ouvrière et anti-immigrés de 1939.

On voit que ces revendications sont nettement dirigées contre l'impérialisme français dans ces exactions en Côte d'Ivoire, ainsi qu'en France, dans ces tentatives de liquider les organisations anti-impérialistes d'étrangers.

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ! SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE IVOIRIEN !

A BAS LA CIRCULAIRE BONNET !

ITALIE

Non, ce n'est pas des élections dont nous allons parler. Il n'y a rien à en dire. L'important, le grave, c'est la lutte acharnée que mène la Démocratie Chrétienne et le Parti Communiste Italien contre «l'autonomia» dans le but d'anéantir toute volonté révolutionnaire, tout mouvement en dehors de l'espace parlementaire.

Des centaines d'arrestations, des procès politiques comme celui d'Antonio Negri. A. Negri est inculpé depuis le 7 Avril, sans aucune preuve, d'être le chef des Brigades Rouges. Aucun FAIT n'est avancé par les juges pour étayer cette accusation. Negri lui-même, lui qui n'a pas peur de prendre position, de s'engager, a pris position contre les Brigades Rouges.

L'affaire Negri et les rafles massives sont des signes nouveaux de la manière dont la bourgeoisie entend imposer son ordre. La bourgeoisie Italienne, en accord avec le PCI, tente de se constituer en quelque sorte en avant-garde de l'écrasement d'un mouvement politique, de son anéantissement, en raflant systématiquement tous ses membres. C'est là un pas en avant par rapport à ce qu'a fait la bourgeoisie française par rapport à la Gauche Prolétarienne et à ce qu'elle fait aujourd'hui avec les peines énormes qu'elle a infligé aux manifestants du 23 Mars, aux patriotes Corses et Bretons.

C'est aussi une tentative de répression frontale politico-judiciaire des intellectuels révolutionnaires, en tant que tels.

Ce double aspect requiert une mobilisation à l'échelle Européenne: contre les assassinats politiques de la bourgeoisie en Allemagne, les rafles politiques et les procès qui introduisent la légalisation du délit d'opinion. Mobilisation également contre l'entraide des polices d'Europe pour accomplir ces tâches contre la convention anti-terroriste.

Tout ceci exige une riposte, et nous avons l'intention de prendre des initiatives en ce sens-là, dont le «Marxiste-Léniniste» vous tiendra au courant.

Journaux, Revues, Brochures publiés par LES EDITIONS POTEKINE au service du marxisme de notre temps

ÉTUDES

Alain Badiou : Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme

Natacha Michel : Contre M.A. Macchiocchi

Paul Sandevince : Qu'est-ce qu'une politique marxiste ?

UCFML : Aujourd'hui, participer aux élections, c'est soutenir l'impérialisme

UCFML : Le plan Barre dans la conjoncture

LE MAOÏSME ET LA RÉVOLUTION CULTURELLE

UCFML : Sur le maoïsme et la situation en Chine après la mort de Mao-Tsé-Toung

UCFML : Le Maoïsme, marxisme de notre temps

UCFML : La situation en Chine et le mouvement dit de «critique de la bande des Quatre»

L'INTERNATIONALISME

UCFML : Angola, Cuba, URSS : «Internationalisme prolétarien et social-impérialisme»

UCFML : L'Internationalisme prolétarien aujourd'hui

Comités Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincra (Comités PROPV) :

Revue : Luites de classe au Portugal No 4 et 5

Journal : Nouvelles du Portugal Révolutionnaire

LES FRONTS DE CLASSE

UCFML : Le Prolétariat International de France

UCFML : Français-Immigrés, égalité des droits

UCFML : La politique maoïste dans les campagnes

UCFML : Face aux élections municipales, vive la politique révolutionnaire du peuple des campagnes!

UCFML : Nucléaire, écologie et politique révolutionnaire

LES ORGANISATIONS

UCFML : Les noyaux communistes ouvriers, forme actuelle de l'avant-garde, piliers de l'édification du Parti de type nouveau

UCFML : Les Comités Populaires Anti-Capitalistes (CPAC)

LA CULTURE ET L'ART

Les Éditions Potemkine éditent la revue du GROUPE FOUORE (nouvelle série) : 2 numéros parus

Les Editions Potemkine éditent chaque mois «LE MARXISTE-LÉNINISTE», journal maoïste du groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxiste-Léniniste

PETITION NATIONALE CONTRE LES LOIS BONNET-STOLERU ANTI-IMMIGRES ET ANTI-POPULAIRES

Nous, signataires de ce texte, nous opposons totalement au projet de loi déposé par le gouvernement relatif aux « conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers » (Projet enregistré le 16 Mars 1979).

Ce projet rétablit en fait l'internement administratif, comme aux temps de la guerre d'Algérie. Son article 3 précise que « l'étranger qui n'est pas en mesure de déférer immédiatement à la décision lui refusant l'autorisation d'entrer ou de séjourner sur le territoire français peut être maintenu dans des locaux ne relevant pas de l'Administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire à son départ. Le Procureur de la République en est tenu informé ».

En clair, cela signifie que tout étranger jugé « irrégulier » sera mis dans une prison ou un camp spécial, sans recours et sans appel, sans limite de temps défini.

C'est un projet de rafle et de ségrégation totalement inacceptable.

Un autre projet est discuté dans les services de M. Stoléru, et devrait être présenté également durant cette session parlementaire. Il revient, comme au 19^{ème} siècle, à soumettre les ouvriers à l'arbitraire des Préfets. Après suppression de tous les titres de séjour de longue durée, le renouvellement annuel des cartes serait soumis à des conditions draconiennes de logement, de santé, de docilité, d'emploi, de ressources etc... Chômeurs, malades, révoltés et mal logés seraient expulsés, sous le seul contrôle de l'administration préfectorale, et sans aucun recours.

Nous nous élevons contre ces projets, et contre tous autres de même nature, et nous en exigeons le rejet.

SIGNEZ MASSIVEMENT ! ENGAGEZ-VOUS DANS TOUTES LES ACTIONS POUR LE REJET OU LA NON-APPLICATION DE CES LOIS IMPÉRIALISTES !



Strasbourg,

10 Avril 1979.

L'ETAT NE BRISERA PAS LA LUTTE POUR L'EGALITE DES DROITS, POUR L'UNITE POLITIQUE DU PEUPLE !